

Écologie, pandémie & démocratie directe

L'écologie politique dans la crise mondiale – première partie



VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

Plan d'ensemble

BROCHURE N° 26 : L'ÉCOLOGIE POLITIQUE DANS LA CRISE MONDIALE 1^{ÈRE} PARTIE

- **Introduction**
- **Questions à la décroissance** **p. 4**
- **Climat : la longue marche ?** **p. 12**
- **Écologie et démocratie directe** **p. 14**
 - Écologie et mouvements sociaux p. 15
 - Écologie et politique p. 20
 - Écologie et sciences p. 22
 - Écologie et savoir scientifique p. 25
 - Écologie et rationalité p. 28
- **Premières remarques sur la crise ouverte par la pandémie** **p. 32**
 - 1 – Questions épidémiologiques p. 35
 - 2 – La question de la réaction sociale p. 37
 - 3 – Les mesures oligarchiques p. 42
 - 4 – La réorganisation économique et géopolitique p. 50
- **« Une épidémie est ce moment où se révèlent les gens qui adhèrent ou non à l'intérêt collectif »** **p. 54**

BROCHURE N° 26BIS : L'ÉCOLOGIE POLITIQUE DANS LA CRISE MONDIALE 2ND PARTIE

- *« En prenant des mesures contre le virus on peut être amenés à prendre des décisions qu'on n'osait pas trancher à cause de la bien-pensance »*
- *« On ne peut pas vouloir une démocratie directe pour rétablir une société de consommation »*
- Immigration, écologie et décroissance
- Enseigner... la catastrophe

Couverture : Ernst Haeckel — *Kunstformen der Natur* (1904), plate 61: *Phaeodaria*

Introduction

La pandémie de Covid-19 peut être qualifiée de crise écologique mondiale au moins à trois niveaux.

Le premier, assez évident, relève de l'écologie scientifique : un organisme pathogène, le fameux SARS-CoV-2, contamine à grande échelle les populations d'*Homo sapiens*, et en décime les membres les plus vulnérables. L'abord est donc biologique ; il est question de transmission entre espèces, d'infection et d'immunité, de comportements et de déplacements des organismes, de courbes en cloche, de mutations et d'ARN viral. On parle d'écosystèmes forestiers et urbains, d'éthologie et de physiologie humaine, d'épidémiologie et d'évolution, mais aussi, et surtout, de cette co-implication pluri-millénaire et planétaire entre le « naturel » et « l'anthropologique » d'où surgissent la peur, le coronavirus, l'infection, la guérison et la mort.

Le deuxième niveau de la dimension écologique de l'épidémie est celui de l'écologie politique. Frappées de plein fouet, toutes les grandes sociétés contemporaines ont bousculé leur fonctionnement habituel, interrompant la plupart de leurs activités, s'engageant à infléchir leur course folle et prenant d'autorité ces mesures d'exception sous la férule d'experts scientifiques. Ces situations extraordinaires, à la fois souhaitées et redoutées, font écho aux transformations profondes que nos civilisations de croissance infinie devront mener pour intégrer pleinement la gravité et l'ampleur des problématiques écologiques, sous peine d'effondrement pur et simple. La pandémie a été une préfiguration des crises politiques intenses que va affronter l'humanité, tiraillée entre un ordre social inouï exigé par le discours savant et le prurit irrépressible de « retour à la normale » qui anime des populations aimantées par la consommation accélérée. La voie de sortie exigerait de renouer avec l'essence d'une démocratie radicale, régime de lucidité et de responsabilité collective.

Enfin, à un niveau bien plus profond, le déclenchement de ces crises en cascade relève de l'écologie en tant qu'approche ouvrant sur l'hyper-complexité. Car c'est la totalité de la biosphère et des milieux humains qui est concernée, leur interdépendance étroite, leurs rétroactions infinies et leurs multiples dimensions. Cette crise concerne non seulement tous les domaines de la vie sociale, mais toutes les disciplines et, en leur sein, la question même des savoirs scientifiques, leurs rapports au réel comme avec le reste de la société. Les questions mises en jeu recoupent celles de la philosophie et les joignent toutes : l'ambivalence vertigineuse de la technique, le statut de la rationalité, l'impossible acceptation de la finitude, la possibilité pour l'être humain d'accéder à la maturité et de fonder des collectivités autonomes et, en toile de fond, le rapport entre la « nature » et « l'homme » ou, plutôt, entre *physis* et *nomos*, au fondement des sociétés visant l'émancipation.

Ce sont ces questions, et d'autres, que les textes de ces deux brochures veulent participer à nourrir.

Questions à la décroissance

Texte destiné au n°3 de la revue « La Gueule Ouverte » de décembre 2018,
qui n'est finalement pas paru.

Le terme de décroissance a progressivement gagné en popularité, au point d'être aujourd'hui entré dans le langage courant. Mais ce succès d'estime masque un piétinement, déjà ancien, dans sa définition, ses fondements, ses objectifs et sa finalité. L'apparente diversité des groupes qui s'en réclament témoigne plus d'un éparpillement que d'un dynamisme collectif. Il va sans dire que cette situation démultiplie le profond sentiment d'impuissance provoqué par le délabrement civilisationnel en cours. Si celui-ci nous dépasse infiniment, il reste par contre à notre mesure de tenter d'ouvrir, ou de rouvrir, les chantiers, débats, questionnements, qui devraient structurer les milieux et les individus qui peuplent la décroissance. Les quelques points qui suivent s'essaient à les formuler comme autant d'interrogations grandes ouvertes, nullement simples.

1 – Décroissance et politique

On a beaucoup glosé sur le terme même de « *décroissance* » (ou de ses variantes : « *a-croissance* », « *post-croissance* », etc), qui paraît avoir donné un nouveau souffle à une « écologie politique » restée à l'état de promesse. Mais ce « *mot-obus* » n'a d'impact que parce qu'il prend sciemment l'exact contre-pied du discours économique *ambient* et, au fond, n'a pas dépassé le stade de la provocation. La plupart des courants décroissants, quoi qu'ils en disent, et dans la veine des prétendus « anticapitalistes », *restent strictement sur le terrain économiste*, ne le quittant que pour des discours très généraux.

Ils en reprennent logiquement les travers, c'est-à-dire en reconduisent tacitement la mythologie et les postulats, dont le principal, la primauté de l'économique sur le politique. Ce fourvoiement est par exemple visible dans leur proximité avec les discours sur la pseudo-« *critique de la valeur* » (en fait des *métaphysiciens du Capital*), dans les discussions autour du « revenu d'existence », ou encore dans les références bibliographiques ou le vocabulaire. Ainsi, on parle volontiers d'« écosocialisme » ou de « décolonisation de l'imaginaire », sans comprendre, semble-t-il, que le socialisme historique a été une suite d'*échecs retentissants* et que les décolonisations n'ont hélas rien apporté de fondamental, contrairement aux espérances tiers-mondistes, y compris et surtout du point de vue écologique.

L'absence de dimension politique de la décroissance saute aux yeux lorsqu'il est question du projet de société. Soit celui-ci est totalement inexistant, soit il reprend sans y penser les poncifs gauchistes. Dans le meilleur des cas, il rejoint différents courants évoquant la « démocratie directe » comme *solution technique*, sans voir qu'elle constitue plutôt un *chantier titanesque* que quasiment personne ne semble vouloir entreprendre. Pourtant, la transformation politique, sociale, anthropologique, existentielle que nous prôtons pose immédiatement des problèmes de toute première grandeur : Qui décide de l'ampleur de la décroissance à effectuer ? Des secteurs à supprimer, à réduire ? De ceux à créer ? Comment et à quelles échelles se prennent ces décisions en cascade concernant notamment la relocalisation de la production, la répartition des ressources, la gestion monétaire ? Comment organiser une société non-industrielle ? Sous quels pouvoirs et selon quels principes placer la direction, et donc l'orientation, de la recherche technique et scientifique ? Etc.

Ces questions, comme tant d'autres, sont des friches abandonnées. En se refusant à réellement les travailler, donc à *chercher à se définir politiquement*, c'est-à-dire *en dehors des cadres idéologiques préconçus*, la décroissance se condamne à l'inconsistance. Elle renonce à ses propres exigences, celles que nous dicte l'époque, et se résigne ainsi à être éternellement assimilable à une dissidence gauchiste et tiers-mondiste, autrement dit à un faire-valoir des menées oligarchiques.

2 – Décroissance et austérité

Car jusqu'ici l'« écologie politique » ne semble pas parvenue à articuler une approche singulière dans le grand chassé-croisé de ce XX^e siècle qui n'en finit pas, oscillant entre épauler la « Gauche » contestataire au nom du maintien de la société de consommation, ou promouvoir une « *simplicité volontaire* » individuelle qui convient parfaitement aux oligarchies. Insignifiante en termes politiques, la décroissance voit ses thématiques ballottées des uns aux autres, servant des forces qui ne peuvent lui être qu'étrangères mais qui s'adjoignent à peu de frais des vocables nouveaux, lesquels trouvent là des succès équivoques.

Pour quiconque a conscience que les destructions des ressources biophysiques de la planète continueront, il est clair que les couches dominantes de nos sociétés devront adapter leur discours : soit brutalement, soit progressivement, il faudra faire admettre aux populations un plafonnement, puis une baisse drastique, de leur niveau de vie, que l'invocation des contraintes écologiques réelles rendra indiscutables. L'annexion de toute notion existante permettant de

justifier une telle entreprise paraît inévitable. Et il est difficile de ne pas en voir les prodromes dans la popularité démesurée des termes de « sobriété » ou de « décroissance » au regard des effectifs minuscules de leurs réels partisans – ou dans leur invocation par des fractions de classes moyennes rationalisant leur déclassement.

On le sait : l'écologie sert facilement de prétexte, d'aiguillon ou de faux-semblant à l'expansion de la société industrielle et à l'emballlement techno-scientifique. On l'a vu, en une génération, passer du statut de marginalité subversive à celui de « priorité » des instances gouvernementales. Mais il s'agit là d'un autre phénomène consistant en la digestion d'un discours critique *pour accompagner les mutations radicales* d'une société : c'est la solidarité populaire des mouvements ouvriers qui s'est dissoute dans un État-providence infantilisant ; c'est l'idée communiste devenue le masque grimaçant des plus grands massacres de masse de l'histoire moderne ; c'est le courant libertaire des années 60 accompagnant l'avènement d'un libéralisme culturel et économique sans limites ; c'est l'antiracisme devenu arme offensive des communautarismes ethnico-religieux.

Les sociétés du monde entier auront dans les décennies qui viennent à opérer une refonte complète du paradigme progressiste qui les a structurées, pour certaines pendant des siècles. Il serait étonnant que les discours, même ou surtout les plus radicaux, de l'écologie politique ne soient amenés à jouer ici un rôle historique. Bien peu de choses les en auront préservés, et certainement pas leur refus de saisir à bras-le-corps les enjeux de notre époque.

3 – Décroissance et modernité

Pendant des millénaires, les valeurs, normes, lois, limites des sociétés étaient imposées par un ailleurs fictif (Ancêtres, Esprits, Dieu, etc.) et, depuis peu, par des institutions « humaines » (Parti, Science, Marché, etc.). L'invention démocratique, éminemment précieuse, pose et rend possible une société qui se sait source d'elle-même, émanant des individus la composant. L'écologie politique a posé une radicale nouveauté : elle fait valoir le surgissement de limites vitales dont la source est *extérieure* à la société des humains, sans pour autant se réclamer d'une instance inaccessible. Cette position lui permettait de faire revivre et d'approfondir le projet démocratique, puisqu'une société pleinement responsable est seule capable d'affronter lucidement des contraintes extérieures.

Mais le déclin historique de ce projet, la difficulté des populations à renoncer au mythe de l'abondance, et l'urgence alarmante de la situation, font remonter des tendances largement irrationnelles, sinon franchement religieuses.

Les milieux décroissants condensent toute la confusion idéologique de l'époque, et leur diversité n'est pas un éclectisme cohérent mais plutôt un agrégat fortement hétérogène : s'y côtoient autant, qu'ils soient revendiqués ou diffus, le primitivisme que l'affirmation chrétienne, les spiritualités exotiques que le survivalisme, l'islamophilie que l'invocation d'une « Nature » plus ou moins personnifiée, le tout se revendiquant de l'*écologie*, seul courant politique dont le nom est également celui d'une discipline scientifique... Le statut de la science elle-même – qu'il n'est pas difficile d'identifier comme une *quasi-religion* telle qu'elle est perçue et parfois délibérément présentée – y est largement problématique, mêlant rejet passionnel, fascination et dépendance. Et il ne s'agit pas d'ergotage : tous les totalitarismes s'en sont réclamés, l'Histoire pour les bolcheviques, la Biologie pour les nazis, tandis que les islamistes la rejettent en son principe même...

À l'image de notre triste époque qui sombre dans l'anomie, l'écologie tombe de Charybde en Scylla, en deçà de ses propres enjeux, colossaux. Parmi ceux-ci : réinventer une approche politique reprenant les exigences d'une *autonomie* individuelle et collective – en un mot, la liberté. Liberté de penser, donc lourde responsabilité, et lucidité quant à l'avenir. La confusion généralisée actuelle prépare ce moment, de moins en moins éloigné, où les populations devront choisir, très probablement sans le savoir et sous des formes en apparence bien plus innocentes, entre la survie biologique et la liberté.

4 – Décroissance et puissance

Ce à quoi la décroissance s'affronte peut être formulé comme la *question de la puissance*. Non seulement la puissance instrumentale exercée collectivement sur l'environnement, mais plus subtilement celle de l'accès continu à une infinité de marchandises que représente la société de consommation. Si l'une et l'autre sont des créations historiques récentes, leurs ressorts sont archaïques. Ils ont été exprimés au fil des millénaires par une multitude de mythes, de la corne d'abondance au Dieu tout-puissant, et une multitude d'institutions sociales, comme les hiérarchies, les guerres, les religions, ou aujourd'hui les mécanismes d'accumulation, de maîtrise, de contrôle.

L'écologie reprend en la radicalisant l'ambition de l'*auto-limitation* qu'est intrinsèquement la démocratie. Non seulement en mesurant le surgissement des limites biophysiques de la planète, mais surtout en exprimant l'impossibilité pour le savoir humain de maîtriser l'hyper-complexité de la biosphère – et plus encore en y inscrivant l'humain dans toutes ses dimensions. La décroissance se fait donc la porte-parole de toutes les limites, des finitudes, des mortalités, et pose

en fait la question du devenir de cette volonté de puissance que l'on pourrait même qualifier de « pulsion », tant elle est inscrite dans le tréfonds d'*Homo sapiens*.

La tentation est alors grande de limiter cette puissance, à la fois technique et psychique, individuelle et collective, à une instance extra-sociale surnaturelle sacralisée (Dieu, la Nature ou la Science) censée protéger en garantissant la mesure, la prudence, la sagesse... On ne peut qu'y opposer la solution « moderne » de l'auto-limitation, de la démocratie radicale par l'information libre, l'expression de la multitude des opinions et la délibération lucide. Mais il ne s'agit pas de se payer de mots : jamais l'humanité n'a eu de tels moyens de destruction à sa disposition, et les institutions où pouvaient s'exprimer la folie humaine et sa soif d'absolu (la compétition sportive, la sexualité, l'art, la philosophie, la spiritualité...) semblent en regard bien faibles...

Versant beaucoup plus concret de la question : une société ayant renoncé à la force mécanique se désigne immédiatement comme une proie à ses voisines moins scrupuleuses. On voit déjà aujourd'hui que tout pays en déclin, voire en simple « retard » économique se voit dépecé et/ou mis sous tutelle par des puissances étrangères. Une population parvenant à résister à ces menées se verrait en peu de temps soumise à une pression militaire, terrain où la supériorité technique est cruciale, sans être totalement décisive. Aspect décourageant, mais que l'on ne résout certainement pas en le passant sous silence.

5 – Décroissance et désirabilité

Une des grandes questions politiques qui hante la décroissance est celle de sa *désirabilité*. Le projet de société tel que nous l'envisageons est fondé sur la « sobriété » ; il apparaît toujours à nos contemporains comme bien moins enviable que leur situation actuelle, quelle qu'elle soit, qui se présente comme la promesse d'un « confort matériel » maintenu sinon toujours accru.

Quoique diverses, les réponses des décroissants tournent toutes autour de deux axes simultanés mais contradictoires : le premier relève de la volonté de rendre cette transformation sympathique, attirante, joyeuse, c'est-à-dire du registre publicitaire. C'est évidemment être assuré de perdre à tous coups : une première fois face à une industrie du divertissement arrivée à maturité, une deuxième en se rendant éminemment récupérable, et de perdre enfin le jour où il faudra expliquer qu'il est temps de passer à la pratique. Le second axe vise à faire prendre conscience qu'il s'agit d'une transformation nécessaire, vitale et incontournable, sur laquelle les goûts et les couleurs n'ont pas prise, puisqu'il

s'agit de continuer l'aventure humaine sous une autre forme ou de l'interrompre purement et simplement d'ici quelques décennies.

Cette contradiction est source d'éternels malentendus et semble surtout manquer l'aspect essentiel : il s'agirait plutôt d'affirmer la dimension *tragique* de la condition humaine, donc de rompre avec les mythologies consolatrices, qu'elles soient traditionnelles ou post-modernes. Car le monde de la décroissance, dans le scénario le plus optimiste, n'est en rien un monde enchanteur *du point de vue de notre époque*. Il renoue avec tout ce que nos sociétés du divertissement permanent s'évertuent à faire oublier, reprenant en cela la fonction des religions historiques : la pauvreté, la rareté, l'ennui, la solitude, la vieillesse, la mort et la finitude en toutes choses... Bien entendu, il pourrait sonner également le retour d'une vraie vie sociale, de l'inventivité, du courage, de l'imagination, de la joie d'exister et de la dignité, bref, de *l'humanité* telle qu'elle a pu brièvement exister.

Sans doute est-ce cette humanité-là, que notre histoire récente a entrevue, qu'il s'agirait de promouvoir, certainement pas en la rendant « désirable », mais en activant ce qui, en chacun de nous, fait préférer la liberté, même tragique, à un état faussement béat mais certainement infantile.

6 – Décroissance et démographie

La décroissance peine à aborder les questions démographiques, alors qu'elle se trouve sans doute être le seul courant politique à avoir toute légitimité pour le faire *sans cadres idéologiques préconçus*. La décroissance de la natalité, qu'on caricature si facilement, semble pourtant constituer une évidence au regard des difficultés apparemment insurmontables de limiter la consommation individuelle et collective. Le refus de nombre de décroissants d'aborder ce problème de fond – et c'en est un jusque dans les plus hautes instances mondiales – est en vérité un *déni* de réalité qui condamne au discrédit.

De la même manière la question, intimement liée, des migrations fait l'objet d'un aveuglement comparable. Les mouvements et déplacements de populations sont spontanément critiqués aux échelles locale et nationale (« l'exode rural ») mais sont l'objet d'un tabou dès qu'ils atteignent le niveau international ou intercontinental. Là aussi, pourtant, il semble assez évident que dans une démarche politique, *a fortiori* décroissante, ils font bien plus partie des problèmes que des solutions. Et ce de manière grandissante, que le point de vue soit du côté des pays d'émigration ou d'immigration, de l'individu ou de la collectivité, du court ou du long terme, du milieu naturel ou des sociétés.

Enfin, et logiquement impliqué, un même silence nimbe une des plus grandes transformations contemporaines de nos sociétés occidentales ; leur fragmentation et leur dislocation en cours en communautés, ethnies, religions, langues et cultures, processus pudiquement appelé « multi-culturalisme ». D'un point de vue strictement décroissant deux questions se posent : d'abord, un tel assemblage de communautés cohabitant mais incapables de faire collectivité est-il encore susceptible de délibérer sur ses grandes orientations ? Ensuite, notre renoncement au consumérisme, à l'ascension sociale et au mode de vie occidental, déjà malvenu, est-il seulement concevable chez des populations qui ont tout quitté et souvent risqué leur vie *précisément pour y accéder* ?

Si ces questions paraissent si taboues, c'est qu'elles sont assimilées à « l'extrême droite ». Pourtant, elles faisaient partie intégrante des discours et pratiques des mouvements populaires d'émancipation, notamment le mouvement ouvrier, jusqu'au dernier quart du XX^e siècle. On mesure là la dépendance idéologique de l'écologie au gauchisme culturel ambiant, grand édificateur d'enfers pavés de bonnes intentions.

7 – Décroissance et bien-pensance

Le discours décroissant, reprenant une dichotomie très marxiste, joue couramment sur un double discours : celui de l'objectivité scientifique des contraintes imposées par le milieu naturel et celui, très subjectif, d'une politique très « politiquement correcte ». La radicalité de l'approche écologique, que l'on pourrait qualifier d'authentiquement « révolutionnaire », devrait pourtant permettre à ses défenseurs de rebattre les cartes d'un jeu idéologique devenu à la fois insignifiant et suicidaire.

Les soupçons ou accusations de « nostalgie », de « conservatisme », d'idéal « réactionnaire », d'« obscurantisme », bref « de droite » ou « d'extrême droite » qui pleuvent depuis des décennies sur les écologistes les auront sans doute poussés, aidés en cela par le conformisme ambiant, à se reconnaître dans le magma du prêt-à-penser dit « de gauche ». L'entrée dans cette camisole sécurisante offre certes un regain de légitimité apparente, mais qui se paie par une anesthésie de ce que l'écologie politique avait de profondément subversif. L'émancipation du genre humain n'appartient à aucun camp idéologique – ce serait une contradiction dans les termes. On comprend donc la tendance, en ces temps de suspicion permanente, à la reléguer dans un coin poussiéreux du musée de l'histoire.

De surcroît, cela fausse complètement la nature de l'engagement militant, qui, au vrai, n'a jamais été clarifiée. L'étiquette « décroissant » fait aujourd'hui partie

de la panoplie bien-pensante et contribue au discours de l'austérité *pour les autres*. Qu'un courant de pensée aussi radical puisse être aujourd'hui l'apanage de bobos, de fonctionnaires de l'État, de cadres à la mauvaise conscience, de retraités et de rentiers n'ayant jamais seulement pensé à enrayer la méga-machine dont ils occupent le centre devrait inciter à réfléchir. Sans doute n'y a-t-il pas non plus à faire l'apologie d'une marginalité militante qui fait souvent fonction de simple rite d'initiation, voire d'intégration, ni de divers types de « renonçants » contemporains. La « propagande par l'exemple », soit la focalisation sur les modes de vie, est elle-même un travers porteur d'une énorme confusion qui escamote aujourd'hui la dimension authentiquement politique d'une part, collective de l'autre, d'un tel projet de société.

La question de la *cohérence* est très délicate à aborder. Il ne s'agit pas de brandir la menace d'une police politique mais de pointer, ici peut-être plus qu'ailleurs, un écart entre les mots et les actes, qui ne peut que révéler une mé-sentente sur le désir individuel véritable. C'est celui-ci qui devrait être sujet d'introspection concernant notre degré d'adhésion, et *sa nature*, à la société *telle qu'elle est*. On ne construit pas un mouvement politique populaire avec le seul volontarisme, encore moins avec des bons sentiments, des discours d'Inquisiteur ou la ratiocination militante.

Il y aurait certainement, sur ce point comme sur d'autres, à reprendre radicalement, c'est-à-dire à *réinventer*, les impulsions premières des mouvements ouvriers, admirables et méconnus précurseurs. Leur dimension parfois millénariste ne saurait occulter les trésors perdus qu'ont été le mouvement coopératif, l'athéisme militant, la revendication d'égalité des revenus, l'auto-éducation populaire, la profonde solidarité concrète, l'attachement à une identité politique collective, l'enracinement dans un territoire, un internationalisme conséquent, la défiance vis-à-vis de tous les pouvoirs et, peut-être par-dessus tout, l'inscription dans un projet de civilisation. Qu'ils aient pensé ce dernier inéluctable alors qu'il nous semble aujourd'hui plus éloigné que jamais ne doit pas faire oublier que nous en sommes les héritiers.

Car le monde que nous voulons est un monde de liberté, sans laquelle rien ne se fait, et d'abord celle de penser, qu'il conviendrait de faire vivre d'abord par la confrontation à des réalités de plus en plus angoissantes. C'était là le pari initial de l'écologie politique il y a un demi-siècle et cela devrait rester celui de la décroissance, si elle veut être autre chose qu'un slogan.

Climat : la longue marche ?

Tribune publiée dans la revue « La Décroissance » n° 165, décembre 2019 – janvier 2020, mise en ligne sur notre site le 14 février 2020.

« La Décroissance » : Lutter contre le nucléaire, la création d'un centre commercial, d'une rocade ou de tout autre grand projet nuisible en multipliant les comités de défense locaux, cela nous paraît une stratégie essentielle de l'écologie politique. Mais marcher vaguement « pour le climat », à l'instar des manifestations médiatiques qui se développent actuellement dans les métropoles, cela a-t-il un sens ?

Lieux Communs : Vu l'ampleur et la bienveillance dont elles bénéficient malgré leur inanité et leur confusion, ces grandes « marches pour le climat » ont certainement un sens profond. Resterait à savoir lequel...

On peut sans aucun doute se réjouir qu'une vague « conscience écologique » se soit généralisée, notamment auprès d'une jeunesse urbaine aisée, consumériste, hyper-connectée et sans aucun repère politique solide. Mais chacun de nous ressent aussi un grand malaise devant ces rassemblements à la fois rodés, « auto-organisés », incroyablement consensuels et miraculeusement bénis par les instances scolaires, les médias et les grands financeurs.

Les années qui viennent nous éclaireront rétrospectivement sur ce qui se déroule sous nos yeux. Dans cette perspective, proposons une hypothèse, à charge de réfutation : nous sommes en train d'assister à l'émergence d'un vaste processus de mise au pas de la société avec pour levier principal le chantage au climat, une austérité à perpétuité respectant scrupuleusement les hiérarchies sociales.

Beaucoup de choses de la situation actuelle militent en ce sens, et d'abord les tendances lourdes : la société de consommation pour tous est devenue l'idéal indiscutable des sociétés contemporaines dans le monde entier – *et cette promesse ne sera pas tenue*. Deux raisons essentielles : la rapacité croissante des couches dominantes qui semblent avoir aboli toute idée de contrepartie et, bien entendu, la raréfaction accélérée de toutes les ressources jusqu'ici fournies par la biosphère – pétrole en premier lieu. La première suscite des réactions viscérales des peuples un peu partout (c'est le « populisme »), la seconde est progressivement mise en avant pour rationaliser

la paupérisation en cours : à l'angoisse des « *fins de mois* », les oligarques répondent par l'abîme de la « *fin du monde* », soit la menace d'une apocalypse. Il est tout de même frappant que le premier ministre envoyé pour calmer les Gilets Jaunes ait été celui de l'écologie, et que sur leurs défilés aient rapidement été greffées ces étranges et massives « *marches pour le climat* ». Chantage odieux fait aux déclassés du monde entier qui tentent de redessiner, fût-ce confusément, les principes d'une démocratie directe – seul régime à même d'affronter les enjeux écologiques. Discours immonde, version repeinte en vert d'une vieille haine de classe portée par tous les progressistes à l'abri de toutes les insécurités.

Nous voilà plongés dans une situation complexe, où il ne semble y avoir que des mauvais choix, des mauvais camps ; sables mouvants où l'on s'enfonce d'autant plus que l'on brandit, croyant en sortir, un « *anti-capitalisme* » de slogan, formule magique répondant au mantra gouvernemental, non moins mystificateur, de « *transition énergétique* ». Dans les deux cas il s'agit de faire croire qu'il existerait une solution à portée de main, quitte à renouer avec cette vieille habitude totalitaire de fanatiser une partie de la population – la jeunesse, lors de la sanglante « révolution culturelle » maoïste – afin de rééduquer et violenter une société qui aurait plutôt besoin de mûrir sa propre auto-transformation. Et la thématique du climat semble retenue pour de telles entreprises d'*ingénierie sociale* : devenue nouvelle orthodoxie indiscutable, produite et monopolisée par une « élite scientifique », elle permet d'accuser de *crimepensée* le moindre dissident, culpabilisant les petites gens au nom d'un intérêt suprême, relativisant tout au nom de son urgence supposée (l'inertie des mécanismes climatiques les place pourtant loin derrière le risque nucléaire, ingénument escamoté). Cela fait des décennies que les milieux écologistes craignent l'émergence d'une « écocratie », un totalitarisme vert, face à l'inévitable attrition des ressources. Ses premiers signes pourraient n'être ni une mèche brune ni une moustache de petit père, mais le visage mutin et troublant d'une jeune fille trop bien élevée.

L'aspect crépusculaire de notre époque se juge moins dans la difficulté à déterminer ce qu'il faudrait faire qu'à travers la désagréable habitude, que nous devons désormais prendre, de penser d'abord à *ce qu'il ne faut pas faire*.

Lieux Communs
23 novembre 2019

Écologie et démocratie directe

Transcription enrichie de l'intervention faite au groupe « Décroissance Île-de-France » le 4 octobre 2018. La discussion qui l'a suivie a été intégrée dans le propos. Texte initialement publié sur le site « Décroissance Île-de-France ».

Quelques notes ont été rajoutées lors de sa mise en ligne sur notre site le 30 novembre 2018.

Les rapports entre la démocratie directe ou, plus généralement, un projet politique radical, et l'écologie sont à la fois complémentaires et contradictoires. Complémentaires, d'abord, parce qu'elles sont issues d'un même tronc historique, celui de tous les mouvements visant à une remise en cause radicale des sociétés occidentales. Pour être plus précis, les préoccupations écologiques sont réellement nées dans le bouillonnement des mouvements ouvriers concernant la santé, l'habitat, l'alimentation, la destruction des modes de vie. Ce sont par exemple les communautés rurales anarchistes du début du siècle en France. L'écologie politique des années 70 vient donc prolonger, approfondir, réinventer, radicaliser les grands courants contestataires de l'époque. Mais, et c'est là que ça devient compliqué, l'écologie s'est depuis peu à peu autonomisée de cette matrice, à mesure que la société s'est dépolitisée, pour faire vite, et que la situation écologique s'est dramatiquement détériorée. On se retrouve donc aujourd'hui avec une écologie « pour elle-même » en quelque sorte, avec une urgence très naïve de « sauver la planète » qui peut être très militante, millénariste voire quasi-militaire, mais qui constitue aussi le contenu des bavardages gouvernementaux et des instances internationales, et de l'autre une écologie politique plus conséquente mais qui reste peu ou prou dans la nébuleuse de l'imaginaire gauchiste, je pense notamment aux « décroissants »¹.

Mon intervention de ce soir sur le thème « Écologie et démocratie directe » va consister justement à essayer de renouer quelques-uns de ces fils, en essayant de ne pas trop répéter ce qui a déjà été dit². Je pense que je ne vais rien apprendre à personne, surtout à vous, je vais juste poser quelques repères en rappelant quelques évidences, des lieux communs que très peu de gens, à ma connaissance et à ma grande consternation, formulent. Je vais aller, logiquement, du plus simple au plus complexe, sachant qu'il me sera impossible d'épuiser un sujet aussi énorme et qui mériterait des travaux infiniment plus conséquents.

¹ Lire à ce sujet « Questions à la décroissance », *supra*.

² Voir « Décroissance et démocratie directe », revue *La Décroissance*, juin 2016, repris dans *Idéologies contemporaines*, brochure n° 22, juin 2017.

Écologie et mouvements sociaux

Je commence par le terrain des luttes. Une des raisons à mon avis de l'échec des mouvements écologistes, échec non seulement à infléchir la course de notre civilisation mais surtout échec à tenir un discours *politique* susceptible de rassembler et de faire entendre d'autres perspectives, est imputable à la situation idéologique. En gros, l'écologie politique est aujourd'hui prise entre deux feux : soit faire le constat de l'épuisement global des ressources et prôner une « sobriété », mais alors nous accompagnons l'oligarchie dans son entreprise de pillage qui amène une baisse des niveaux de vie à son profit ; soit combattre cette même oligarchie, mais alors nous épaulons tous les courants contestataires qui ne sont en fait, comme le dit G. Fargette que des « mouvements-veto », des tentatives de sauvegarder coûte-que-coûte la société de consommation et de l'étendre à toute la planète... Par exemple la grande affaire des réformes successives du régime des retraites : elles se font évidemment sur fond de prédation oligarchique (extension des régimes privés, des fonds de pension, etc.) mais le régime actuel n'est tenable qu'à condition de maintenir une croissance à plus de 2 %, comme le proposait le camarade B. Friot... À *Lieux Communs*, nous avons distribué pendant les manifs de l'automne 2010 un tract prônant l'égalité du montant des retraites pour tout le monde¹. Sans montant mais on peut estimer qu'avec une retraite presque équivalent au Smic, c'est vivable, et cela impliquerait évidemment une égalité de revenus généralisée. Ce n'est pas de la provocation, même si ça a l'air utopique. C'est un moyen de combattre, au moins au niveau du discours, l'oligarchie en tant que strate fascinante par son hyper-consommation tout en intégrant la baisse inéluctable du niveau de vie actuel. S'il doit y avoir austérité, qu'elle soit pour tout le monde.

En tout cas, c'est une position qui fait discuter, sur des bases nouvelles, même si c'était une vieille revendication du mouvement ouvrier. Et je m'étonne que personne ne s'y tienne, un tant soit peu. Là, il me semble que l'on est en plein dans le domaine politique tout en intégrant complètement la question écologique – bien plus en tout cas qu'avec l'infâme « revenu de base »²... C'est un exemple, mais il me semble bien montrer à la fois l'abandon de la politique proprement dite par les écologistes et la possibilité, qui existe, de renouer avec la réflexion politique. Évidemment, ce n'est pas une formule magique : sa mise en œuvre pose beaucoup de questions, qu'on aborde d'ailleurs dans une de nos brochures. Elle exige la mise en place d'une démocratie directe, dont elle est un pendant organique, ainsi que d'une redéfinition des besoins, donc la discussion sur ce que nous produisons et comment.

1 « Retraites : égalité des revenus pour tout le monde ! », septembre 2010.

2 Voir le livre collectif (en recherche d'éditeur) *Revenu d'existence, salaire à vie : fausses utopies ?*, février 2018, et particulièrement notre contribution « Sur les fondements idéologiques et les destinées politiques du revenu d'existence ».

Bref, c'est loin d'être une panacée. Mais la proposition n'est même pas discutée, ou même évoquée... On me dit que ce n'est pas populaire. Mais qu'est-ce qui est populaire aujourd'hui ? La décroissance et la simplicité volontaire ? Je ne crois pas. C'est plutôt Mbappé qui l'est, avec ses millions et sa gloriole. Je crois qu'il faut se résoudre à occuper la place de Cassandre : elle n'est pas écoutée, mais elle dit vrai. Donc disons vrai, ce que nous pensons, ce que nous voulons, ce que nous proposons, tenons-nous-y sans chercher, *à tout prix*, une popularité de toute façon éphémère et faisandée. Prôner la démocratie directe, c'est parler à des adultes, d'emblée, mettre la fin dans les moyens. C'est loin d'être simple et facile, mais c'est la seule perspective que nous voyons.

« Avenir radieux » et catastrophisme

Un spectre hante l'écologisme, c'est le catastrophisme. Je n'entends pas par là la conscience de ce qui est en train d'advenir – dans tous les domaines, comme l'oublie systématiquement les écologistes – mais bien une idéologie particulière très répandue qui se délecte sadiquement des cataclysmes actuels et à venir et annonce qu'il est trop tard, de toute façon, et après nous le déluge. C'est très présent dans l'industrie du spectacle depuis les films-catastrophe des années 70 (je viens seulement de voir « *Le syndrome chinois* » de 1979 qui envisageait la fusion d'un réacteur nucléaire). Impossible de zapper à la télévision sans tomber sur une série post-apocalyptique, des survivalistes en pleine action, une fiction sur la chute d'un météorite, les ravages d'un virus, un déferlement de zombies, et plus un seul documentaire animalier ou film de science-fiction – qui tient lieu aujourd'hui de seule vision tangible de l'avenir – sans toile de fond « éco-catastrophique ». Nous vivons dans ce discours qui nous dit : « *Au fond, à quoi bon, consommons* » et, à la limite active la fibre mégalo-sadique en faisant de nous les dernières générations de l'espèce... Évidemment, c'est invivable, surtout si on a des enfants, mais c'est simplement l'idéologie de rechange lorsque cède le « présentisme », ce sentiment ancré que tout va continuer, quoi qu'il arrive, que nous sommes à la fin de l'histoire et que plus rien ne peut se passer. C'est une sorte de dialectique idéologique qui permet de conjurer le doute, l'angoisse, le conflit intérieur, la peur du changement, la « terreur de l'histoire » dont parle M. Eliade... C'est largement audible lors de discussions : je me souviens avoir été pris en stop il y a une dizaine d'années en partant de Grenoble par un couple de jeunes ingénieurs chez Minatec, le grand complexe des nanotechnologies. Comme je venais directement de chez des militants anti-Minatec, la discussion allait être intéressante... Au fil des trois ou quatre heures du trajet (dans le feu du débat, ils avaient rallongé mon transport), ils étaient passés brutalement de la défense incorruptible de leurs dogmes scientistes à la résignation à l'apocalypse, sur l'air de : « *si on va par là, il n'y aura bientôt plus de banquise, nous respirons*

tous de la radioactivité et avalons des pesticides, alors au point où on en est, hein... »

Bref, pas facile dans ce contexte morbide, à la fois catastrophique et catastrophiste, les deux se nourrissant, de proposer un projet de société. D'autant plus que lorsqu'on en pose un, comme dans la brochure « *Ce que pourrait être une société démocratique* »¹, les gens s'attendent à ce qu'on les fasse rêver ; « *on veut bander* » m'avait-on dit un jour... Donc si avenir il y a il doit être radieux, dans la grande tradition millénariste, sinon c'est la fin du monde. C'est vraiment l'infantilisme le plus primaire... Lorsqu'on avance le projet de démocratie directe, on tente d'échapper à ça par la lucidité : l'avenir va être compliqué – et plus on tarde, plus il le sera, à tous points de vue – mais possible. On dénote dans cette époque où plus personne « ne veut se prendre la tête » – mais se « prend le chou » à longueur de journée en 140 caractères ! – et, ça tombe bien, le divertissement s'occupe de nous la prendre, notre tête, et de nous faire oublier nos angoisses, nos doutes, notre difficulté à vivre, les affaires de la discussion contradictoire, la finitude, etc. Et le milieu écologiste n'est pas étanche à tout ça, loin de là. L'avenir radieux est assimilé à la « nature » à préserver, le jardin d'Éden, et le catastrophisme est étayé par toutes les nouvelles qui nous proviennent « du dehors ». Peu de place pour la réflexion, encore moins politique, alors que, quoi qu'il en soit de l'avenir, s'il y a encore quelque chose à faire aujourd'hui, ce qui n'est pas certain, c'est politiquement. Ou alors on se fait plaisir, mais alors il faut le dire... Bien sûr on peut combattre tel ou tel aspect de nos sociétés (ici contre le nucléaire, là pour l'agriculture bio, ici contre le transhumanisme ou la transition énergétique, les Grands Projets Inutiles, etc) mais sans projet d'ensemble, on ne fait que rafistoler et aiguillonner les politiques oligarchiques. Je suis surpris qu'on ait oublié si vite cette évidence que nous vivons dans un système qui récupère tout ce qui lui permet de perdurer et que, sans perspective, sans fil rouge qui nous guide, sans travail de fond et sans dynamique populaire, bref sans projet de société, nous sommes bringuebalés, trimballés, chahutés sans cesse, dupés décennie après décennie. Je sais que ce n'est pas facile, que l'époque est apolitique au possible, mais c'est bien pour ça que ce n'est pas fait – et que c'est à faire...

La question du travail

Autre aspect du rapport entre démocratie directe et écologie, celui du travail, lié au point précédent. Je ne vais pas revenir sur la question du revenu de base ou revenu d'existence, je renvoie au livre collectif sur le sujet. Mais cette perspective d'un avenir où il y aurait moins de travail me semble vraiment une déréalisation totale, là on est vraiment dans l'« avenir radieux ». Il faut être un peu lucides sur tout ce qui

¹ Brochure n°20 ter, janvier 2015.

sous-tend notre niveau de vie, notre mode de vie contemporain : ce sont des nuées d'esclaves mécaniques (plus de 150 par personne, je crois), toutes les machines domestiques ou industrielles, sans même parler des modes de fabrication de ce que nous consommons, ici ou à l'étranger. Et toute cette mégamachine repose sur quantité de ressources en métal, en énergie, en matériaux divers (terres rares, etc.) et si l'on se tient véritablement à une fin, ou en tout cas une attrition des ressources, le *peak all*, il y en aura moins, bien moins, réservées aux fonctions les plus vitales (hôpitaux, armes, etc.). Il va falloir revenir à la force animale ou humaine, et même en supprimant tous les secteurs parasites, je ne sais dans quelle proportion. Tout cela pose aussi beaucoup de questions, certaines fausses, d'autres grandes ouvertes, mais qu'on ne peut pas aborder ici de toute façon.

L'une d'entre elles concerne directement la démocratie directe. On m'objecte très souvent que la démocratie directe en Grèce antique n'était possible que parce que c'était une société d'oisifs grâce à l'esclavage, et donc que la perspective que je dessine d'un retour du travail rendrait la démocratie impossible. Je ne vais pas entrer dans le détail sur la Grèce mais là on est vraiment dans la mythologie, sans jeu de mots : un peuple d'oisifs n'est pas un peuple de combattants, comme l'étaient les Grecs qui ont inventé la conscription. C'était un peuple de paysans, d'artisans, de commerçants et tous remplissaient régulièrement l'*Ecclesia*, l'assemblée d'Athènes. Quant à l'esclavage, il était généralisé partout à l'époque, sans permettre la démocratie, ni en Perse, ni en Égypte, ni en Chine, etc. Mais sur le fond de l'affaire, il faut parler des mouvements ouvriers et même avant des bourgeoisies révolutionnaires : tous étaient des travailleurs, sans esclaves, et ils ont littéralement réinventé la démocratie directe, dans les villes franches du XII^e siècle, dans les sections révolutionnaires de 1789 et plus encore dans toutes les institutions des mouvements ouvriers, les mutuelles, les coopératives, les proto-syndicats, etc. Et eux travaillaient plus de dix heures par jour. Leur auto-formation, leur auto-alphabétisation se faisaient le soir, la nuit, à la lueur des bougies et des lampes à huile... Quand aujourd'hui j'entends que les gens n'ont pas le temps de faire de la politique et qu'il leur faudrait un revenu d'existence, j'ai envie de hurler... Plus de trois heures par jour et par personne de télévision, sans compter le temps devant le smartphone ou les tablettes à jouer à *Candy crush*... Je veux bien qu'on soit harassé après une journée de labeur, ça m'arrive, pris dans les imbroglios administratifs, les problèmes de famille ou de voisinage, de santé, etc., mais tout de même... On parle de *bore-out* et le temps libre est devenu un marché très rentable... Il y a beaucoup de mauvaise foi, là... Ce qui fatigue – et notre civilisation est *fatiguée* – c'est la passivité, c'est subir notre existence, c'est la pseudo-impuissance, certainement pas l'activité libre et autonome, *a fortiori* collective.

Démographie

Lorsqu'on parle de la Grèce antique, on entend souvent l'objection de l'échelle démographique, petite à l'époque, monumentale aujourd'hui. C'est à la fois vrai et faux. C'est faux parce que ce n'est pas parce qu'on est très nombreux qu'il est impossible dès aujourd'hui d'instituer une démocratie directe localement, par exemple dans les villes de moins de 20 000 habitants, et d'articuler une coordination entre elles, par exemple à l'échelle de la région, selon des modalités de tirage au sort, par exemple (c'est en partie ce que l'on propose dans notre projet). Bien sûr c'est loin d'être simple.

Mais la question démographique mérite aussi d'être abordée en elle-même. Je suis toujours extrêmement surpris du tabou qu'elle soulève dans les milieux écologistes. Il s'explique, bien sûr, par l'héritage de Malthus, le chantage à la « dérive droitière », etc. Mais aussi désagréable soit-elle, il n'y a que l'écologie qui peut la poser clairement. J. Diamond a raison en disant qu'on peut dégager de toutes les problématiques écologiques deux facteurs fondamentaux : la démographie et le mode de vie, qui doivent s'équilibrer. Et il faudrait diminuer soit l'un soit l'autre, les deux dans l'immédiat. Le mode de vie semblant non négociable, y compris et surtout par ceux qui y aspirent, soit les trois quarts de la planète, il faudrait agir sur les naissances. Cela rentre en contradiction frontale avec le dynamisme économique, dont on nous rebat les oreilles, et dont on se sert pour rendre indispensable l'immigration en Occident... Il y a là toute une machinerie idéologique, plus complexe qu'il n'y paraît, qui accélère le pillage du tiers-monde et entretient la croissance occidentale, qu'il faudrait démonter.

Mais là, encore plus que pour la démographie, l'immigration – ou plutôt ce que l'on appelle encore ainsi alors que le phénomène a changé de nature¹ – est un tabou presque absolu, rarement ébréché ou, si c'est le cas, sans suite – je pense au courageux livre de M. Sourouille². On sermonne sur le consumérisme sans vouloir voir que la majorité des immigrés sont là *pour ça* : la société de consommation... Je ne vais pas m'étendre sur la question, mais on voit là comment l'écologie qui se veut politique n'est en réalité pas politique du tout et ne fait que reconduire les absurdités gauchistes lorsqu'elle ne se cantonne pas à ce qu'elle croit être « son » domaine, l'écologie, l'environnement, la nature, le climat, les extinctions massives, etc. Vous avez compris que l'écologie ne peut se satisfaire de sa « niche écologique » et doit au contraire s'insérer dans la réflexion politique, en la reprenant radicalement. Cela veut dire pouvoir se prononcer sur tous les phénomènes identifiés tels. L'avantage

1 Voir notre brochure n°15 ; *La fin de l'immigration*, mars 2020.

2 *Moins nombreux, plus heureux. L'urgence écologique de repenser la démographie*, Coll. dir. M. Sourouille (Éd. Sang de la terre, 2014) et particulièrement son chapitre « La problématique des migrations sur une planète close et saturée », en ligne sur notre site. Cf également « Immigration, écologie, décroissance », brochure n° 26 bis.

insigne de l'écologie, c'est qu'elle pourrait le faire d'un point de vue relativement nouveau, donc en renouvelant les approches classiques, hors des sentiers battus. Le choix d'une écologie « de gauche » décidé dans les années 80 a certes été un succès électoralement parlant et de manière très éphémère, mais une calamité pour le mouvement et au-delà pour l'avenir. Ce sont des décennies perdues et nous revoilà au point zéro, ou presque. Il y aurait à refonder une politique. Il me semble que l'angle qu'offre la démocratie directe est éminemment fertile, pour peu qu'on veuille bien en saisir la portée et la complexité.

Écologie et politique

Je vais tenter d'approfondir un peu cette question de la complexité. Je fais partie de la première génération à avoir été élevée avec et dans les « problèmes d'environnement » : à la toute fin des années 80, il était essentiellement question de la déforestation, des filets dérivants, de Tchernobyl, du trou dans la couche d'ozone et de pluies acides. Tout cela a accouché, vous le savez mieux que moi, sur l'oxymore du « développement durable », et l'écologie apparaissant comme se substituant à la politique, décrite comme obsolète suite à l'effondrement du bloc de l'Est.

Mais pour qui s'est intéressé au sujet apparaît rapidement que les questions relatives à la « protection » de la nature, ou sa « préservation » ou sa « gestion », n'ont aucun sens : il n'existe pas de « nature » à proprement parler, pure, sauvage, intacte que la méchante société humaine souillait, détruisait, violait. Les soubassements psychanalytiques de ce schéma infantile sont évidents et se heurtent à la réalité : la « nature » étudiée du point de vue scientifique n'a rien d'une harmonie, c'est une auto-organisation en perpétuelle métamorphose, en évolution, qui n'a rien de bienveillante ou de belle *en soi*. Ceux qui, comme moi, ont été adeptes du camping sauvage, c'est-à-dire savent ce que veut dire quitter le nid douillet d'où on rêve de primitivisme, comprennent ce dont je parle. La plupart d'entre nous ne seraient pas là sans la médecine moderne, les techniques agricoles, le savoir scientifique, bref, la société humaine telle qu'elle est. La nature, ce n'est pas que l'air « pur » et les belles photos ; c'est aussi quand vous tombez malade, que vous êtes perdus en mer, que votre enfant naît handicapé, lorsque vous mourrez de faim ou que votre maison est bouffée par les termites.

Par un mouvement de balancier dont l'histoire a le secret renaît aujourd'hui le mythe absurde d'un être humain qui serait être de nature et non de culture, qui ne serait à la limite qu'un animal parmi d'autres – dans ce cas pourquoi lui demander plus qu'aux autres et notamment de protéger ces « autres » ? C'est malheureux d'avoir à rappeler que l'humanité s'est construite ontologiquement *contre* la nature, au sens large. Au fil des millénaires, *Homo sapiens* a énormément détruit – la mégafaune du pléistocène aux Amériques, par exemple, la plupart des espèces insu-

lares ou plus tard toutes les forêts du bassin méditerranéen –, domestiqué – presque tout ce que nous mangeons est issu de millénaires de sélection génétique empirique –, asservi, aménagé – notamment la forêt amérindienne par les techniques d’abattis-brûlis, que l’on présente toujours comme le paragon de la nature « vierge » de toute influence humaine. Où que vous regardiez, le paysage, aussi sauvage paraît-il, a été modelé par l’activité humaine, et les quelques exceptions ont été influencées : on retrouve par exemple des dépôts d’industries de métallurgie antiques dans les strates glaciaires des pôles... Bref l’environnement et les sociétés humaines ont toujours été étroitement liés, on parle de phénomène de *coévolution*. L’environnement naturel tout comme notre propre organisme ont été modelés, plus ou moins bien sûr, par notre action depuis des millénaires. Et ça continue, avec une accélération sans précédent et évidemment selon des modalités radicalement nouvelles depuis l’ère industrielle et l’explosion démographique du XIX^e.

À partir de là, la question n’est plus celle de la « conservation » de la « nature », mais du *monde dans lequel nous voulons vivre*. Pourquoi, finalement, ne pas vivre sur une planète entièrement artificialisée, avec seulement quelques milliers d’espèces indispensables à la survie de 15 milliards d’êtres humains ? Ou dans des mégapoles entourées d’une nature sous cloche, pour les promenades du dimanche ? Pourquoi ne pas en revenir au mode chasseurs-cueilleurs avec 300 millions d’humains ou, comme les Amish, s’arrêter à un stade pré-industriel ? Pourquoi vouloir, comme cela est courant aujourd’hui, un « maximum » de biodiversité (comme si une extrême « diversité » était bonne en soi, ce qu’elle n’est ni dans les écosystèmes ni dans les sociétés humaines) ? Rien de tout cela n’est inscrit nulle part, et certainement pas dans une « nature » ou une vie biologique qui n’a aucune autre finalité que de s’étendre partout par tous les moyens et qui ne propose aucun modèle univoque d’organisation (le fonctionnement d’une cellule n’est pas celui d’un organe qui n’est pas non plus celui d’un organisme ni d’un écosystème ni de la biosphère ; et la mystique de « l’auto-organisation » n’en dit rien). En réalité, nous sommes en face de la question *politique* : quel monde veut-on, donc dans quelle société veut-on vivre, avec quelles valeurs, quel sens à l’existence et notamment quel rapport avec le vivant, le « sauvage », le non-maîtrisable, l’irrationnel ? Qui décide, de quoi, avec qui, pour qui, au nom de quoi et en vue de quoi ? Toutes les perceptions de notre environnement sont construites culturellement : selon notre éducation, une forêt est belle, utile, dangereuse, indispensable, mortelle ou fragile, cela change selon la latitude, la longitude, l’époque, la classe sociale, etc. La question écologique se fonde, aspects scientifico-techniques sur lesquels je vais revenir mis à part, dans la politique entendue comme l’organisation des humains entre eux.

Je suis désolé de poser des évidences, des *lieux communs*, mais c’est un aspect qui est à la fois totalement trivial et systématiquement éludé. L’écologie, même à

notre corps défendant, prétend au fil des décennies en prendre le relais et s'émanciper de la question politique, mais celle-ci reste *princeps*, qu'on le veuille ou non. Et je suis consterné par cet escamotage de beaucoup de militants. Je ne généralise pas : certains se servent de cette porte d'entrée pour amener les nouvelles générations à la politique, mais force est de constater que la réflexion politique des écologistes rejoint celle de nos sociétés contemporaines : elle est à peu près nulle. Cela s'explique, évidemment, par le phénomène de « dépolitisation » généralisé, en réalité le retrait récent des peuples de la marche de l'histoire, alors qu'ils l'ont faite en Occident pendant des siècles. L'aboutissement de ce processus a été le naufrage du XX^e siècle, et l'invention des totalitarismes, au nom du bien commun, bien entendu, qui fait que nous évoluons dans des ruines, des vestiges. Notre paysage politico-intellectuel est, à l'image de notre planète, dévasté. En réalité, c'est bien cette poussée populaire titanesque vers la démocratie directe qu'ont incarné les Lumières jusqu'aux mouvements ouvriers ou féministes, c'est-à-dire la participation du plus grand nombre à toutes les décisions qu'il s'agirait de reprendre. Et de reprendre, si l'on veut, au nom de l'urgence écologique, c'est ce que je prétends faire aussi, mais cela ne veut pas dire, surtout pas, *faire primer le biologique sur le politique* mais au contraire radicaliser la critique politique, et c'était l'ambition initiale de « l'écologie politique ». Radicaliser mais surtout réinventer et je crois que le mot n'est pas rhétorique parce que l'écologie politique pose des questions à la fois nouvelles et absolument essentielles que nous ne pouvons plus éluder, concernant notamment la science, la connaissance scientifique, la rationalité.

Écologie et sciences

Rien que le terme d'« écologie politique » est contradictoire et je crois que c'est une de ses butées en même temps qu'un de ses intérêts. Contradictoire parce que l'écologie est avant tout une science, née à la fin du XIX^e siècle. Et une science, c'est le contraire exact d'une politique. La politique, c'est le règne de l'opinion, de la *doxa*, de l'avis, du désir, du choix, du projet. On l'a vu, rien de transcendant ne peut nous aider à organiser la société : pourquoi ne pas exclure les femmes de la sphère publique, comme cela a été le cas pendant des millénaires, ou généraliser l'androgynie ou la bisexualité ? Pourquoi ne pas suivre les prescriptions politiques du Coran, scarifier les adolescents, se débarrasser des vieux ou construire des pyramides ? Pourquoi instaurer une démocratie directe plutôt qu'une monarchie ou une gérontocratie ? Etc. Notre monde humain est fondamentalement culturel, anthropologique, arbitraire en un sens. Bien sûr il y a des contraintes, géographiques, écologiques, biologiques, anatomiques, mais la question de leurs implications et déterminations se pose pleinement – c'est d'ailleurs en partie ce dont nous discutons.

La science, au contraire de la *doxa*, de l'opinion, est une *épistémè*, un savoir qui

se veut exact, qui se réclame d'un autre monde que le monde humain. Je ne vais pas rentrer ici dans les questions d'épistémologie, en réalité de philosophie : bornons-nous à admettre, à rebours du post-modernisme, que la science, occidentale, rend compte d'une partie de la réalité, qu'elle n'est pas (encore !) juste une croyance tribale parmi d'autres, mais qu'elle recouvre effectivement un pan de la réalité extérieure au psychisme humain, du *réel* comme on dit. C'est d'ailleurs la position minimale des écologistes militants, puisque leur approche dépend de mille manières de la science écologique, je vais justement y venir. L'important est qu'une science est un savoir construit sur la logique, la rationalité, une méthodologie, une approche hypothético-déductive, le régime de la preuve, etc. indépendamment, en théorie, de toutes les orientations idéologiques, affectives, subjectives du chercheur. On voit que cet univers-là n'est pas celui de la politique.

Cette dichotomie *doxa / épistémè*, les grecs l'avaient déjà identifiée comme opposition *nomos / physis*, le monde de la loi humaine, de la convention, de la culture et de la politique et celui des lois naturelles, physiques, biologiques. Ce n'est pas un hasard que cette distinction soit née dans la seule civilisation connue qui ait pratiqué la démocratie directe : si on n'exclut pas la nature de la politique, on ne fait pas de politique au sens où nous l'entendons, on ne fait qu'obéir – pour nous : croire obéir – à un ordre extérieur, forcément indiscutable, celui des esprits des animaux et des plantes, des forces de la nature, des ancêtres plus ou moins réincarnés, des Dieux ou de tous ceux qui prétendent incarner l'ordre cosmique éternel, fût-il cyclique. Ça a l'air exotique tout ça, mais ça ne l'est pas du tout : c'est ce principe que l'on a retrouvé dans les totalitarismes, qui se sont tous réclamés de l'*épistémè*, de la *physis*, de la science. C'est le bolchevisme qui s'est réclamé de la « Science de l'Histoire », du matérialisme historique, du marxisme-léninisme. Un marxiste conséquent (il n'y en a plus guère, heureusement) *sait* le sens de la destinée humaine, il a percé « scientifiquement » les secrets de l'évolution humaine (merci Hegel) et son aboutissement ultime. Cela a donné évidemment une dévastation sans nom, une des plus originales et sinistres inventions de l'humanité. Voilà ce qui arrive lorsqu'on pense que la science de la nature doit se faire politique. La chose est encore plus claire, et plus près de ce dont nous parlons, avec son rejeton le nazisme, qui se réclamait de la biologie humaine et de la lutte des races.

Mais la confusion entre *physis* et *nomos* n'appartient pas à l'histoire : nous ne vivons évidemment pas dans des régimes totalitaires, mais c'est aujourd'hui la « science » économique qui préside à presque toutes les décisions politiques, c'est ce que l'on appelle le capitalisme. C'était aussi l'erreur de Marx, contaminé par l'idéologie de son époque, de penser que l'essence du social était économique – ou plutôt technique – depuis la préhistoire. Et, avant lui, celle de Platon, au fond, avec son « philosophe-roi », comme si, toujours la même chose, la politique pouvait être

une science exacte que l'on pouvait détenir pour les autres, afin de décider à leur place. Tout cela est donc très ancien, à la fois très profond et très présent, et renvoie au rapport plus général avec la non-rationalité ou alter-rationalité de la politique telle que nous l'entendons, l'auto-fondation de l'humanité, l'auto-organisation des gens, l'auto-institution de la société pour reprendre l'expression de C. Castoriadis.

Je pense que vous voyez où je veux en venir : l'écologie est une science (passionnante, j'en suis toujours amoureux au demeurant) mais c'est aussi une politique. Tout ce dont se réclament les écologistes, tout ce qu'ils savent, ils le savent de la science : la toxicité des perturbateurs endocriniens autant que les conséquences de la radioactivité sur le génome, la mise en danger de telle espèce autant que les effets géologiques ou pédologiques probables de la disparition des glaciers. C'est là le paradoxe des écologistes contemporains : leur amour de la nature peut leur faire mettre la science au centre de la politique, éloignant plus encore les gens de leur perception immédiate et de leur capacité de décision. Il s'en faut de peu pour que l'écologie en tant que science de l'organisation du vivant se substitue à l'organisation de la cité. Le danger est tellement visible que l'on parle depuis longtemps dans nos milieux d'un danger d' « écofascisme ». On devrait plutôt parler d'éco-totalitarisme parce que c'est bien la gauche, plutôt que l'extrême droite, qui a inventé ce type de régime, la gauche avec tous ses bons sentiments et sa main sur le cœur. Et ce n'est pas une vue de l'esprit : les militants totalitaires, aujourd'hui, ce sont notamment les millénaristes végans ou anti-spécistes et plus généralement toute la bien-pensance qui impose des censures innombrables dans le débat public et le rendent impossible, au nom de la « tolérance » envers les minorités, les musulmans, les migrants, les homosexuels et *consorts*, etc. Ce *politiquement correct* infeste tout et doit être identifié comme un tropisme actuel vers le totalitarisme. Il n'est pas étonnant que les pays d'Europe de l'Est y résistent – prêtant le flanc à des réactions symétriques –, eux qui ont vécu des décennies dans cet enfer pavé de si bonnes intentions.

Revenons à l'écologie proprement dite : cette science peut-elle faire politique ? D'abord on n'en prend pas du tout le chemin : les scientifiques, par exemple du GIEC ou de l'IPBES, ne cessent de hurler à la catastrophe, et rien ne se passe véritablement, l'oligarchie continue son pillage, la maison brûle et ils vendent à la fois de l'essence et des extincteurs au plus offrant. Mais vous le savez mieux que moi : cela ne va pas continuer comme ça. On ne va pas faire de prévisions, mais si l'humanité s'en tire, elle vivra dorénavant sous d'énormes contraintes écologiques puisqu'on parle de processus très inertiels et de phénomènes imprévisibles. Dire, comme Paul Valéry, que « le temps du monde fini commence », ça veut dire ça, très précisément. Quel que soit le mode d'organisation des sociétés futures, y compris des campements nomades de survivants hagards, ils seront hautement dépendants

des legs de notre époque industrielle et devront gérer leurs ressources au mieux. Je pense aux pollutions des sols, largement invisibles, à la radioactivité, aux espèces invasives ou au colmatage superficiel des puits de pétrole *off-shore*. Il me semble inévitable que la science écologique intervienne massivement dans presque tous les choix politiques, y compris intimes comme le contrôle des naissances. Mais cela peut se faire de plusieurs manières. La plus probable, si les peuples continuent de s'en remettre aux « autorités responsables », est l'émergence d'une techno-bureaucratie mêlant éco-ingénierie, sociobiologie, sciences cognitives et bio-technologies, qui se légitimerait en toute honnêteté de l'état de la planète, jugulant toute contestation. Devant ces perspectives peu réjouissantes, on comprend mal que les militants écologistes aient autant de réticences à se saisir de la question politique, alors que la pertinence dans ce cadre de la démocratie directe est peu contestable : l'expert y serait remis à sa place de consultant, mis en contradiction avec d'autres, confrontés eux-mêmes à d'autres disciplines et, au bout du compte, ce serait la souveraineté populaire qui aurait le dernier mot, en fonction du projet politique qui serait le sien. En l'absence de ce dernier, ce sont les blouses blanches, les lobbies, la résignation et le conformisme qui orientent tout... La démission des écologistes dans ce contexte socio-historique est une attitude compréhensible, particulièrement au vu de l'adhésion mondiale au consumérisme. Mais c'est irresponsable : on peut se féliciter que l'écologie soit dans l'air du temps, ait provoqué l'émergence de quelque chose comme une sorte de « conscience mondiale », mais comme tout cela n'est pas guidé par un quelconque projet politique crédible (je ne parle pas du *greenwashing* des vieux dogmes marxistes que sont presque toujours les éco-« socialismes », etc.), on est en droit de se demander à quoi tout cela va servir... On a vu que les meilleures intentions du monde pouvaient servir à faire advenir l'enfer sur Terre. Et ce n'est pas en pissant toujours plus à gauche que l'on va s'en prémunir, bien au contraire. Il y aurait à réinventer une véritable politique, hors des idéologies héritées qui ne servent plus qu'à entretenir un simulacre d'alternance électorale et de contestation.

Écologie et savoir scientifique

Mais tout cela est encore loin de résoudre la question car les mêmes problèmes se posent à autre niveau, beaucoup plus fondamental, où l'on voit que la démocratie directe est consubstantielle aux problématiques écologiques et les subsume. Je veux parler de la question de la science non pas comme opérateur politique mais comme régime de savoir dont j'ai déjà dit quelques mots. Vous connaissez tous la formule de K. Polanyi qui visait très justement à « ré-enchasser » l'économie dans la société, c'est-à-dire à cesser de considérer, comme le font les marxistes et les libéraux, l'économie comme un domaine à part déterminant tout le reste de la société, une sorte d'autorité extra-sociale quasi surnaturelle comme on envisage aujourd'hui les

« marchés ». On pourrait dire exactement la même chose de la technique – ce que semblent oublier nombre de disciples de J. Ellul – mais aussi de la science. Dire qu’il y a autonomisation de la technoscience veut dire qu’elle n’a d’autre finalité qu’elle-même, indépendamment des besoins ou des projets politiques ou sociaux. Mais ça ne veut pas dire, ou alors on se trompe, qu’il s’agit là d’une instance *réellement hors de la société*, qui fonctionnerait indépendamment des rapports sociaux contemporains. Ce surinvestissement, cette « sacralisation » est purement ethnologique de notre point de vue et renvoie aux croyances de notre tribu.

C’est clair d’un point de vue historique, par exemple. Il n’existe de science que dans certaines circonstances particulières, c’est une espèce qui a besoin d’un milieu de vie très précis pour survivre et prospérer. Ce milieu, c’est une société ouverte, au moins partiellement démocratique, où l’individu jouit d’un minimum de liberté dans tous les domaines lui permettant de s’interroger, d’apprendre, de transmettre mais aussi de transgresser, de remettre en cause, de douter. Et ces conditions ne sortent pas du ciel, elles sont issues en Occident d’un long processus historique de plusieurs siècles de sortie de certains obscurantismes religieux, de formes d’autoritarisme politique, de crispations sociales et morales, etc. Ce processus a eu lieu passagèrement à différents degrés dans les grandes civilisations historiques, mais s’est vraiment épanoui dans l’Occident moderne à partir du XV^e siècle – on peut voir par contraste où en est la science dans les pays musulmans actuels, malgré leurs énormes richesses ; après avoir entamé une modernisation durant le XX^e siècle, une partie importante retombe dans les ténèbres religieuses, avec tout ce que cela entraîne. Émancipation individuelle et collective et interrogation rationnelle du monde marchent ensemble, ce sont deux branches issues d’un même tronc, et qui s’entrecroisent très intimement.

Donc la science est une plante qui a besoin d’un substrat social, politique, culturel et vous savez comme moi que ce substrat est en train de s’éroder à grande vitesse. Existe-t-il encore de la science aujourd’hui ? La discussion n’est pas facile et prendrait du temps, mais si l’on voit effectivement d’innombrables perfectionnements d’objets techniques, comme l’informatique ou les communications, les grands paradigmes de chaque discipline restent inchangés depuis au moins un demi-siècle, alors que les données qui les contredisent s’accumulent. Nous ignorons la nature de la majeure partie de l’énergie et de la matière dans l’univers, mais chacun à l’impression que la physique va bien... La situation est similaire en biologie où nous sommes incapables de remplacer le paradigme cybernético-informationnel qui ne rend plus compte du tout de ce que l’on observe à l’échelle de la cellule comme de l’organisme. Je ne parle même pas de la chape de plomb idéologique qui semble peser sur les recherches les plus polémiques sur la génétique humaine, l’épigénétique, etc. Cela rappelle fortement l’ex-URSS... Bref si l’on a toujours besoin de

vraies sciences et de sciences écologiques tout particulièrement, et là c'est une question de survie de l'espèce, il faut, nous devons impérativement, maintenir une culture démocratique vivante dans les sociétés actuelles. Une culture, c'est-à-dire une pratique, une envie, un désir, une volonté de faire advenir, ou au moins de maintenir, un minimum d'information, de délibération et de souveraineté populaire avec tout ce que cela implique ; une tendance à l'égalité économique et politique, une liberté dans les mœurs comme dans les idées, un sentiment d'intérêt collectif, une identité commune, etc. C'est précisément de cela dont nous nous éloignons. Les scientifiques du futur risquent sinon de n'être plus que des technocrates formés à la falsification des données, au plagiat, à la fraude, financés par des lobbies voire vendus à leur clan qui leur assure une carrière, d'ailleurs de plus en plus précaire...

Et tout cela est encore plus vrai pour l'écologie, vrai au carré. Pourquoi ? Parce que si on peut concevoir un mathématicien génial retiré dans son ermitage à la Grothendieck ou à la Perelman, l'écologie est une science éminemment collective, et ce à mesure de l'étendue de son étude : si on parle de l'évolution globale de la biosphère, les interactions sont absolument innombrables, et on en découvre tous les jours, impliquant un nombre croissant de disciplines. Je pense aux bouleversements climatiques et à leurs impacts sur les courants marins, la croissance végétale, la modification des écosystèmes, l'épidémiologie, etc, etc. Ces processus étant pris dans des boucles complexes de rétroactions, bien évidemment... Science qui tend à l'hyper-complexité, donc. Mais, et c'est l'essentiel, si nous parlons de cette écologie globale, il faut également impliquer les sociétés humaines comme parties prenantes de plain-pied, c'est-à-dire les comportements humains, qui relèvent du domaine anthropologique regroupant la sociologie, l'ethnologie, la psychologie mais aussi le droit ou l'histoire. L'écologie est une science « *impliquante* ». Si vous voulez comprendre biologiquement un milieu naturel, quel qu'il soit, vous devez tenir compte de l'influence anthropique passée comme présente et qui est évidemment croissante avec le temps, directement (pêche, chasse, feux, récolte, pâture, piétinement, etc.) ou indirectement (pollutions, bruit, déchets, extinctions, introduction d'espèces...) et de son évolution. Toute mesure sur ce milieu aura ses répercussions sur la société qui, par ses pratiques, le faisait tel et inversement. On peut désigner telle ou telle espèce à protéger, si la pauvreté ou l'appât du gain pousse au braconnage ou à l'*over-fishing*, la mode au tourisme de masse destructeur, ou si telle usine n'entend pas renoncer à ses « externalités », vous allez faire du droit, de la géopolitique, de l'économie, de la psychologie... Plus fondamentalement, il faut que vous fassiez un grand détour par l'activité des gens dans leurs milieux et ce que l'on appelle leurs « savoirs profanes » sur la nature, qui la modèlent depuis des millénaires, qu'on aurait tort de négliger comme on le fait. Il ne s'agit pas seulement, ou pas uniquement, de leur « véracité » de leur « exactitude » du point de vue

scientifique, même si on redécouvre la phytothérapie avec des éprouvettes ou les bienfaits du pâturage ou de la fauche sur la biodiversité. C'est que ces habitudes, ces réflexes, ces savoirs, ces représentations, ces mythes, ces traditions sont constitutifs de leurs cultures, de leurs existences même et, au fond, *font partie de l'écosystème lui-même*, que le chercheur doit appréhender en tant que quel. On chante inconsidérément les louanges de la biodiversité naturelle, mais on assiste en parallèle à une uniformisation des cultures humaines, sans comprendre que la seconde entre en contradiction violente avec la première. Tout cela pose une multitude de problèmes cruciaux, délicats mais aussi urgents : il ne s'agit pas de faire du primitivisme ni d'entretenir des zoos humains mais de parvenir à articuler différentes cultures les unes avec les autres et le tout dans une biosphère dont l'unité nous apparaît brutalement. Questions grandes ouvertes que renferment le règne de l'*american way of life* tout autant que l'environnementalisme naïf... On voit bien que l'écologie ici, en tant que science, interpelle immédiatement toutes les sciences sociales, et la politique. Et que cette dernière, toujours du point de vue du chercheur, doit être entendue comme la mise au centre de toutes ces petites gens qui doivent avoir voix au chapitre non d'un point de vue moral ni même politique, mais d'un point de vue épistémologique de « gestion des milieux ».

Tout cela ne sort pas de mon chapeau : ce sont les évidences auxquelles ont abouti toutes les mesures de simple « protection » de la nature – je pense notamment aux « parcs naturels » – butant à chaque fois sur une absence de politique digne de ce nom. Effectivement, impliquer tout le monde autour d'un territoire et de pratiques, c'est immédiatement demander aux gens de s'occuper des affaires publiques, *donc de leurs propres affaires*, et donc faire remonter tout ce que la politique représentative dans tous les domaines a enseveli, les trésors d'imagination et de lucidité tout autant que l'opportunisme ou l'infantilisme. Rassemblez dans une salle des bergers pour discuter de l'organisation des estives, ou des marins sénégalais et mauritaniens pour évoquer les quotas de pêches ou encore des urbains pour décider du devenir d'un terrain vague, et vous aurez toutes les contradictions sociales qui vont surgir d'un coup (l'assemblée va devenir « analyseur » comme on dit en psycho-sociologie) : on parlera d'un coup chefferie, délinquance, inégalités et adultère mais aussi projet, projections, fantasmes et idéologies... Rajoutez-y les politiques, les industriels, les touristes, les psychotiques, les sorciers locaux et les naturalistes et vous avez devant vous tous les enjeux de la démocratie directe que cache l'arbre de l'écologie politique...

Écologie et rationalité

On retrouve donc ici encore les postulats de la démocratie directe, mais à un niveau bien plus profond, et je finirai là-dessus. Nous sommes ici à la frontière du

savoir scientifique, rationnel, logique, mathématisable qui exige, pour être mené à bien et au nom de sa propre recherche, de faire appel à une *autre logique*, et au moins de toute sa composante sociale ou culturelle, ou politique, au sens où je l'entends ici, *et qui n'est pas de même nature*. Le problème est ici d'arriver à reconsidérer les rapports entre *physis* et *nomos*, surtout pas d'abolir la frontière en absorbant l'un par l'autre comme le font le totalitarisme ou le post-modernisme chacun de leur côté, mais d'examiner le *no man's land* de l'entre-deux, les modalités de passage de cette frontière, sa redéfinition selon de nouvelles lignes, etc. Le débat L. Ferry / M. Serres autour de l'écologie politique, qui a presque trente ans, ne semble pas avoir évolué d'un poil, entre d'un côté un modernisme orthodoxe caricatural et de l'autre l'ouverture à une autre chose, mais qui se confond aisément avec un retour à une situation pré-moderne hétéronome dont j'ai parlé, notamment chez un B. Latour... Cela exigerait de longs développements, impossibles ici, mais c'est une question absolument fondamentale, et dans toutes les disciplines, puisque un peu partout la civilisation occidentale bute justement contre l'impasse de la rationalité, de la raison, même. Et, parallèlement, contre la définition d'une autre logique, ou d'autres logiques... Dans ce qui ressemble à un cul-de-sac, on assiste presque systématiquement au développement d'un hyper-rationalisme d'un côté et de l'autre à un irrationalisme. C'est le cas de la psychologie, entre les approches comportementalistes et les innombrables chamanismes psycho-thérapeutiques ; ou de la médecine, entre le tout-moléculaire et la jungle des « médecines parallèles » ; mais aussi de la sociologie, entre le tout-quantitatif à la Bourdieu et l'ethnométhodologie d'un Garfinkel ; etc. Même chose en politique, avec des automatismes bureaucratiques maintenant informatisés à toutes les échelles, et des pulsions insurrectionnelles anomiques. Il y aurait à reprendre tout ça, qui a été pas mal discuté dans les décennies 70-80, plus du tout aujourd'hui, alors même que ces deux pôles se croisent dans la plus grande confusion... Nous vivons dans une sorte de « soupe primitive » civilisationnelle, comparable à celle des empires hellénistiques, d'où est sortie la régression chrétienne. Je n'évoque pas cela par hasard : notre époque est traversée d'élans très irrationnels, où se bousculent les croyances et les superstitions millénaires ou bricolées, les complotismes et les mysticismes les plus improbables, dans un chaos anomique ou « polynomique »¹. Et cela va de pair avec l'hyper-rationalisation du monde, ou plutôt son fantasme parce que la situation échappe à tout le monde, de plus en plus. Il me semble que, pour en rester à notre sujet, l'écologie est un des lieux de déploiement – et générateur – de toutes ces tendances. La démocratie directe bien comprise, c'est-à-dire en tant que source historique d'où nous parlons aujourd'hui mais aussi en tant que théorie et pratique, en tant que

1 Voir « Effondrement et permanence de l'idéologie » dans la brochure *Idéologies contemporaines*, op. cit.

praxis, précisément, de cette autre logique, mériterait d'être reprise, et croisée avec tout ce qui se donne actuellement pour ambition de reprendre plus ou moins explicitement la problématique politique.

Lieux Communs
Octobre 2018

Un commentaire posté au bas de ce texte lors de sa première mise en ligne nous a semblé mériter une réponse, reproduite ci-dessous. On en déduira aisément le propos initial, d'ailleurs consultable sur la page en question du site « *Décroissance-Île-de-France* ».

Il n'est pas facile de répondre à votre commentaire – qui reprend les travers que vous reprochez au texte lui-même – parce que son contenu est hétérogène et relève autant de la lecture superficielle, de malentendus ou du ressentiment que de l'incompréhension de ce qui est discuté ici.

Pour les premières catégories, on ne peut que renvoyer au texte lui-même, à notre brochure sur la démocratie directe à laquelle il est fait référence, voire à d'autres textes de notre site sur les questions soulevées. L'effort écrit permet – en théorie – de ne pas avoir à se répéter.

Pour les objections argumentées, pour peu que l'on passe outre leurs formulations approximatives et méprisantes :

Sur l'état des sciences physiques. Certes, les sciences vivent de crises, mais elles ne sont pas permanentes : l'intérêt du travail de T. Kuhn sur « *La structure des révolutions scientifiques* » est d'avoir montré que le champ scientifique vivait des « révolutions paradigmatiques » qui reposaient ponctuellement le cadre d'interprétation des phénomènes. Tant que le paradigme répond aux faits, observations et expérimentations, l'impression domine que la discipline « va bien » : ce fut le cas en physique tant que le système newtonien « tenait » – jusqu'à l'aube du XX^e siècle – puis lors de l'imposition du monde « einsteinien » qui fourmille d'interrogations abyssales. Près de cent ans après, les apories demeurent grandes ouvertes, d'autres sont apparues, de nouvelles observations surgissent sans que de nouveaux paradigmes ne s'établissent solidement. Les théories unifiantes se multiplient (multivers, théorie des cordes – voir B. Greene, etc) mais sans qu'aucune fasse réellement cohérence sauf à promettre pour demain l'équation ultime [cf. Lee Smolin, Rien ne va plus en physique ! L'échec de la théorie des cordes, Dunod 2007]. La situation est similaire en biologie où la crise perdure sans que n'émergent de nouvelles intelligibilités générales (voir p. ex. « *Les animaux ne sont pas des machines* » de B. Louart).

Sur la différence entre la science et les sciences. La question est loin d'être aussi simple que vous le prétendez. Ne vouloir avoir affaire qu'à des sciences sans que rien ne puisse les unifier que l'on pourrait appeler « science », qui ne serait qu'idéologie, pose immédiatement la question : et à quoi donc reconnaissez-vous qu'une activité est scientifique ou non ? Pourquoi ne pas qualifier de « sciences » la théologie, l'astrologie ou la biodynamie ? Qu'est-ce qui vous permet de qualifier l'archéologie, l'astrophysique et l'embryologie de « sciences » et non la psychanalyse, l'acupuncture, la poésie ou la politique ? D'accord avec vous pour combattre le mythe de « *La Science* » comme une pratique homogène, indiscutable, circonscrite et univoque (le travail d'un ethnologue n'est pas celui d'un biochimiste, qui n'est pas non plus celui d'un

physicien nucléaire et tous différent de celui du mathématicien – reste à savoir en quoi, ce qui fait question), mais impossible de ne pas voir dans la pratique et la théorie « des sciences » un, et un seul, champ singulier et formel où règne un rapport particulier au raisonnement, à la rationalité et au réel, qui est historiquement original dans l'histoire de l'humanité.

Sur l'impasse de la raison. Votre minimisation de « l'impasse de la raison » au profit de la simple « remise en cause de son rôle » manque l'essentiel du propos du texte. Bien sûr que nous avons assisté à l'extension illimitée de la maîtrise rationnelle (pour reprendre l'expression de C. Castoriadis) et donc de l'empire de la rationalité, annexant des domaines qui auparavant lui échappaient : c'est par exemple le management qui brise le collectif informel de travail, l'informatisation systématique des réseaux sociaux ou l'immixtion des normes pornographiques dans les relations, pratiques et fantasmes sexuels. Mais cette extension, et son moteur, est celle de la rationalité instrumentale, technique (que l'on réduit trop souvent à l'objet-technique alors qu'elle est avant tout organisation sociale), c'est-à-dire d'une mutilation de la raison réduite à sa dimension purement logique sinon arithmétique (maximiser les profits, la jouissance, les relations, etc) de type scientifique – de type ! C'est cette amputation qui forme aujourd'hui l'impasse de la raison raisonnante qui n'est plus raison raisonnable, c'est-à-dire ne fait plus appel à cette « autre chose », à ces multiples facteurs qui interagissent, à ses axiomes de base, à la complexité du contexte et du sujet, à l'indétermination des fins, à l'interrogation sur la démarche elle-même, au projet qui sous-tend toute activité, au désir qui la meut, etc. Et cela est observable au cœur même de la connaissance scientifique la plus scientiste (logique, mathématique, physique), a fortiori lorsqu'elle s'applique à des processus éminemment récurifs, à des « objets » qui n'en sont pas comme la cellule, la biosphère, le cerveau et l'esprit humain, la société ou le cosmos. Là, la recherche scientifique semble exiger d'autres leviers pour la compréhension qu'elle n'a, à l'évidence, pas à sa disposition et qu'elle sera sans doute incapable de créer seule.

Sur l'existence d'une « autre logique ». Vous vous plaignez d'avoir cherché « en vain » cette « autre logique » dans le texte, mais sans doute ne vous doutez-vous pas de l'extrême complexité de ce dont il est question. Sans doute voudriez-vous, en quelques caractères, que l'on donne le mode d'emploi d'une des plus formidables révolutions que l'humanité ait à mener. Mais à l'heure actuelle un texte entier n'y parviendrait pas, et pas plus un livre ni même un rayon de bibliothèque ou tout le savoir humain compilé, d'abord parce qu'il ne s'agit pas de quelques connaissances supplémentaires, mais bien d'un bouleversement de ce que l'on appelle « connaissance ». De multiples auteurs en ont proposé des formalisations – logique polyvalente (J. Łukasiewicz), analogique (R. Alleau), du tiers-inclus (E. Morin), des magmas (C. Castoriadis) ... – sans qu'aucune ne s'impose et le chantier est aujourd'hui abandonné aux charlatans et aux gourous. Cette situation n'est sans doute pas fortuite : nous parlons là d'une création authentique qui serait à faire et qui ne pourrait l'être que collectivement. Et d'abord parce que cette « autre » logique semble partie prenante de la démocratie au sens profond du terme, c'est-à-dire d'un monde et de savoirs sans fondements ultimes, hautement impliquants, qui se construisent en se pensant et se pensent en se construisant, et n'en gagnent que plus de consistance. La raison classique dont nous parlons a émergé en terres démocratiques, et c'est la disparition de ces dernières qui la condamne. Ce n'est sans doute que par la reprise de cet élan civilisationnel que nous parviendrons à réinventer des modes d'appréhension du monde. C'était le sens de ce texte, que de montrer l'impasse et les promesses de l'écologie politique dans ses relations avec le projet de démocratie directe, sans prétendre faire œuvre originale ni définitive. (...)

Premières remarques sur la crise ouverte par la pandémie

Texte mis en ligne sur notre site en quatre parties du 27 mars au 16 avril 2020.

La pandémie actuelle du Covid-19 ouvre une crise totale, au sens où elle bouscule la totalité de l'organisation de nos sociétés, de ses aspects les plus intimes jusqu'à l'ordre géopolitique mondial. Il faudrait parvenir, ambition impossible, à en saisir toutes les facettes, comprendre ce qui se joue, formuler les grandes orientations envisageables et, éventuellement, le rôle que nous pouvons y jouer.

Ces quelques remarques, et celles qui suivront peu à peu, ne cherchent pas à établir des vérités définitives surgies d'on ne sait où, et d'autant plus que la situation renfermera, pour quelque temps encore, de multiples développements possibles. En ce moment d'ébranlement tous azimuts, il s'agit de partager ici quelques éléments, immédiatement datés et souvent sur le mode de l'interrogation, pour essayer de nourrir une intelligence collective – seul, unique et ultime secours en ces temps troublés où nous nous installons.

Trois précisions : d'abord ces considérations s'adressent à ceux qui se donnent la peine de s'informer sur les questions ici soulevées. La revue de presse continue régulièrement mise à jour sur ce site depuis la mi-mars servira de référence permanente mais implicite, dispensant de laborieuses notes de renvoi. Deuxièmement, ce qui est également requis, et avidement recherché, est *la lucidité*, quel qu'en soit le prix, et il peut être élevé en période d'incertitude généralisée : il n'est pas plus question ici de « rassurer » les masses (c'est-à-dire monnayer leur soumission) que de les « paniquer » (c'est-à-dire travailler à leur égarement). Le catastrophisme n'aura finalement jamais été autre chose que l'envers du progressisme, et l'industrie du spectacle n'a cessé, depuis quarante ans, de travailler à cette tenaille¹. Enfin, comme toute véritable crise qui rompt une situation de délitement méta-stable, notre actualité n'est pas surdéterminée mais offre, au contraire, la possibilité de réorientations fondamentales à toutes les échelles – la véritable question étant ce que nous sommes prêts à faire, ce qu'il est possible d'entreprendre sans trop d'illusions, et surtout *ce que nous voulons*². Nul fatalisme, donc, mais nul volontarisme non plus.

Bref : nous nous adressons à des adultes.

1 Cf. « Catastrophes, catastrophismes. Désirs d'en finir et haine de la société », 2010, dans la brochure *Idéologies contemporaines*, juin 2017.

2 Cf. en ce qui nous concerne : « Ce que pourrait être une société démocratique », brochure n° 20 ter, janvier 2015.

Ce qui arrive ne doit pas, au fond, nous surprendre

Nous savions tous, plus ou moins confusément, que nous vivions dans l'œil d'un cyclone, et que l'histoire ne pouvait que redémarrer. Le refus passionné de comprendre les signes qui s'accumulaient ne pouvait que conduire à cet effet de seuil, cette soudaine accélération que nous vivons¹.

Mais cette rupture brutale dans un présent qui se voulait perpétuel aurait tout aussi bien pu être déclenchée par d'autres événements tout aussi inéluctables et imprévisibles découlant de processus connus de tous : un conflit géopolitique majeur, une catastrophe écologique mondiale, un accident nucléaire planétaire, une crise économique généralisée, une attrition pétrolière subite, une cyberattaque d'ampleur, etc. C'est ainsi qu'il nous semble falloir comprendre, fondamentalement, ce qui nous arrive, au-delà de l'urgence présente, aussi prenante soit-elle².

Toutes ces autres crises potentielles (économique, écologique, alimentaire, sociale, anthropologique...) qui couraient jusqu'ici parallèlement à la crise sanitaire que nous traversons ne vont pas cesser, bien au contraire : elles vont se révéler. Nous assistons depuis des décennies à leurs cheminements indépendants, puis à la convergence de quelques-unes (crises économique et énergétique, par exemple, ou crise migratoire et écologique) voire à un début de synergie (avachissement occidental et affirmations ethno-religieuses – l'islamo-gauchisme, par exemple³).

La grande question de la synergie des crises en cours

La grande question est donc : ces engrenages vont-ils s'articuler, ces crises vont-elles se catalyser et s'auto-alimenter les unes les autres ou bien les réactions populaires et oligarchiques suscitées par la pandémie vont-elles nous amener à les affronter globalement, voire à en résoudre certaines conjointement ? Autrement dit : le carrefour auquel nous sommes aujourd'hui nous conduit-il au déclenchement d'un effondrement civilisationnel en cascade ou sommes-nous dans un phénomène de réveil des peuples comme l'esquissaient les divers mouvements dits « populistes » de ces dernières années, tels les Gilets jaunes en France⁴ ?

1 Cf. « Fausses figures de l'avenir. Remarques sur la difficulté d'envisager la sortie de notre présent perpétuel », dans la brochure *Démocratie directe*, mai 2014.

2 Cf. « (In)Actualité de la démocratie directe. Penser à présent, penser notre présent », dans la brochure *L'horizon impérial*, mars 2018.

3 Cf. « Les racines de l'islamo-gauchisme », dans la brochure *Islamismes, islamo-gauchisme, islamophobie*, août 2016.

4 Cf. nos deux brochures *Le mouvement des gilets jaunes*, décembre 2018, juin 2019.

Ou, pour poser la question en des termes plus familiers de nos lecteurs réguliers : l'épidémie mondiale de Covid-19 nous propulse-t-elle vers cet horizon impérial auquel nous destinaient les grandes évolutions de nos sociétés, ou constitue-t-elle un coup d'arrêt, même provisoire mais peut-être salutaire, à ce funeste avenir¹ ?

Essayer de sérier les problèmes

Ces interrogations grandes ouvertes doivent être nourries et examinées. Le caractère « total » de la situation actuelle déclenchée par la crise sanitaire exige de sérier les grands domaines à aborder, sans qu'il soit possible d'oublier leurs profondes interdépendances. La liste suivante devrait être développée au fil des textes, voire remaniée si le besoin se présente.

- Le premier domaine est celui de la pandémie proprement dite et de ses questions essentiellement épidémiologiques – abordé ci-dessous.
- Le deuxième recouvre l'impact de cette pandémie à court et moyen terme sur nos sociétés, et leur imaginaire social. Il y serait notamment question du déni spectaculaire des dangers du coronavirus, du possible retour de la notion d'intérêt collectif et de ses ennemis, des effets probables du confinement, de l'évolution des relations entre les peuples et leurs oligarchies, etc.
- Le troisième domaine concernerait les réactions et stratégies éventuelles des oligarchies, au-delà du scandale français, de leurs incroyables volte-face idéologiques, de leurs revirements soudains et surtout de la possibilité que les mesures actuelles de réclusion constituent un précédent pour la mise en place d'un régime autoritaire légitimé par l'urgence sanitaire et écologique, c'est-à-dire une *écocratie*².
- Le quatrième et dernier domaine questionnerait la crise économique qui ne fait que débiter et les réagencements géopolitiques en cours³. Il s'agirait notamment de comprendre l'évaporation de l'Union européenne et ses conséquences, d'envisager le retour possible d'un monde d'États-nations et d'un basculement mondial en faveur de l'Asie, l'exaspération des tensions déjà présentes, l'avenir du continent africain, probable futur épice de la pandémie, etc.

1 On lira « Le voyage vers l'empire a déjà commencé », retranscription d'une émission de Radio Libertaire, mai 2018.

2 Cf. « Décroissance et démocratie directe », *op. cit.*, ainsi que « Climat : la longue marche ? », *supra*.

3 Cf. « La quatrième guerre mondiale s'avance », bulletin de G.Fargette « Le crépuscule du XXIème siècle », n°16, Été 2006.

1 – Questions épidémiologiques

L'évidence était partagée par ceux qui voulaient savoir : nous étions entrés depuis de nombreuses décennies dans une nouvelle ère historique de pandémies.

Et cela pour des raisons, connues, de géopolitique (la « mondialisation », c'est-à-dire le brassage accéléré des objets, des humains et des espèces à l'échelle planétaire) et d'écologie (perturbation accrue des écosystèmes, y compris fossiles comme le permafrost, généralisation de l'élevage industriel, développement d'agents pathogènes résistants aux antibiotiques) mais aussi, souvent éludées, bio-anthropologiques : l'immunodépression chronique des modes de vie sédentaires dans des centres urbains surpeuplés, pollués, à l'alimentation déséquilibrée, et des campagnes à l'envi, accompagnée par la disparition progressive du bon sens collectif (et des minimas de culture scientifique), et surtout par l'affaiblissement du sentiment d'appartenance, d'identité, d'intérêts communs.

Cette situation n'est pourtant pas nouvelle : c'est celle, *mutatis mutandis*, de tous les grands empires dans l'histoire, immanquablement ravagés par des épidémies dévastatrices qui ont pu contribuer à des effondrements ou des refondations. La dernière grande pandémie, la grippe espagnole de 1918-1919, ayant marqué l'aboutissement de la première mondialisation du XIX^e, au sortir de la Première Guerre mondiale, premier affrontement colossal d'empires coloniaux de l'ère moderne. Mais si la plupart des épidémies importantes se sont propagées dans ces configurations de « grandes mêlées des peuples » ou d'États affaiblis, leurs impacts ont pu être très différents en fonction de la pente historique où elles se déroulaient – la grande peste du XIV^e accompagnant paradoxalement l'émergence de l'Occident, la Renaissance.

Placé dans cette perspective, le Covid-19 est une pathologie relativement bénigne – il suffit de comparer avec les dévastations provoquées par la peste ou le typhus, ou même la grippe de Hong Kong de 1968-1968, qui avait fait, rien qu'en France, plus de 30 000 morts en deux mois. Il constituerait donc plutôt un avertissement (les MERS, SRAS, Ebola... n'ayant pas été entendus en Occident) et un entraînement à de futures pandémies qui ne manqueront pas de survenir dans les conditions actuelles. De ce point de vue, ce que nous vivons est une occasion historique inespérée, et *in extremis*, d'éviter des cataclysmes à venir.

Les inconnues qui entourent le virus SARS-CoV-2 sont nombreuses et leurs levées progressives vont déterminer la sortie de la pandémie :

- Y a-t-il d'éventuelles séquelles sur l'organisme, à moyen ou long terme, d'une infection, ainsi qu'une possibilité d'immunité acquise (une première infection ne protégerait sinon pas de la suivante) ? ;

- Nous ignorons si la pandémie va se dérouler en plusieurs vagues successives (la deuxième de la grippe espagnole avait été la plus mortelle), ni si le virus ne va pas devenir endémique, revenant saisonnièrement sous une forme altérée ;
- La découverte de médicaments adéquats semble sur la bonne voie, même s'il est possible qu'ils ne soient pas une panacée ; *idem* pour le vaccin, promis pour dans un an, sans que sa réalisation ou son efficacité technique ne soient, là aussi, certaines ;
- Enfin, corrélé à ce qui précède, des mutations du virus sont toujours possibles et même probables, à mesure que l'épidémie s'étend et rencontre des populations différentes.

Les réponses à ces questions dépendent essentiellement de la recherche médicale, un des quelques secteurs intellectuels – essentiellement de sciences « dures » – qui ne soit pas délabré et qui poursuit sa trajectoire « moderne » en multipliant les progrès tangibles.

Mais, même ici, les domaines ne sont cloisonnés que sur le papier : impossible d'être resté insensible à la profonde crise traversée par la médecine occidentale (mécanique / moléculaire) engagée dans l'impasse de la surenchère techno-scientifique, ignorant des interrogations fondamentales déjà anciennes (aspects psycho-somatiques, par exemple), convoquant, *en catimini*, les médecines « parallèles », etc¹. Ce n'est pas à nous et ce n'est pas le lieu de dresser un état des lieux de la discipline, mais il est clair, pour en rester à l'épidémiologie, que la course aux antibiotiques s'annonce perdue à plus ou moins court terme, les bactéries multirésistantes n'étant pour l'instant que contenues lors de leurs apparitions (une alternative serait l'élaboration de bactériophages, autrement dit l'utilisation de virus contre les bactéries...).

À un autre niveau, les traits « sociologiques » qui neutralisent nombre de disciplines s'exercent ici aussi : bureaucratisme effréné, pression des lobbies, opportunisme obscène, carriérisme frileux, conformisme « de fonction », fraude et plagiat, incompétence, starification, lubies idéologiques, etc. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer « l'affaire Raoult » et sa désormais célèbre chloroquine...

Impossible de ne pas évoquer ici, quitte à anticiper quelque peu la suite, le déni dont une partie importante du corps médical a fait preuve pendant des semaines – jusqu'à ce que la réalité ne déborde sous leurs propres yeux –, oubliant quelques fondamentaux de collégiens, dont le fait que le virus était inconnu, la maladie incurable et le précédent chinois exemplaire...

1 Voir, pour certains aspects « Enseigner... la catastrophe », brochure n° 26 bis, et surtout « Écologie et démocratie directe », *supra*.

Ici encore le Covid-19 sonne comme un avertissement.

Ce sont ces éléments médico-épidémiologiques, en grande partie hors de notre portée, qui vont conditionner la suite des événements, bien entendu, et la profondeur des crises qui s'ouvrent.

2 – La question de la réaction sociale

La première strate d'analyse ne peut qu'être l'échelle sociale, celle des humains formant société, de leur compréhension de ce qui se passe, de leurs réactions – ou non-réactions –, de leurs peurs, de leurs désirs, de ce qu'ils sont prêts à faire pour ce qu'ils veulent, de la manière dont cette crise fait sens pour eux – bref, de l'*imaginaire social*. Si cela est vrai quelle que soit la situation, cela l'est d'autant plus en période où toutes les régulations institutionnelles vacillent et *a fortiori* pour ceux qui, comme nous, ne voient d'issue aux crises que dans la délibération d'adultes responsables – dispositif qui peut faire régime et que l'on appelle : démocratie directe¹.

Infantilisme initial

Les réactions de la population dans les semaines précédant la mise en confinement de la mi-mars sont frappantes de cécité. Il est étonnant que les quelques personnes ayant fait preuve d'une *prudence mesurée*, c'est-à-dire d'un respect seulement un peu plus strict des règles élémentaires d'hygiène en période hivernale, aient été si rares – et accusées d'entretenir la « psychose », y compris en milieu hospitalier... Trois éléments de bon sens que personne n'ignorerait auraient dû, sinon alerter, du moins rendre attentif *quel que soit le bruit médiatique* : le SARS-CoV-2 est un virus nouveau, inconnu et à l'origine incertaine ; la maladie qu'il déclenche ne connaît pas de remède et l'organisme ne peut alors compter que sur ses propres ressources ; enfin, à une certaine échelle de propagation, des mutations aggravantes sont toujours possibles. La timidité de cette anticipation populaire pourtant si élémentaire en dit long sur l'état des populations occidentales surdiplômées, surinformées, sur-connectées et capables de comportements parfaitement imbéciles².

Cette irresponsabilité généralisée place bien évidemment les États en situation de légitimité absolue, restaurant une autorité publique qui ne faisait que s'effriter et qui ne pourra, en retour, qu'être contestée...

Dénis et déniaisements

Cette posture infantile, qui prendra sans doute encore de multiples formes à l'avenir, est un authentique *déni*, qui mériterait d'être analysé.

1 Voir nos brochures *Démocratie directe : principes, enjeux, perspectives*, n° 20, 20 bis, 20 ter, avril 2013, mai 2014, janvier 2015.

2 Voir *Essai sur la bêtise*, M. Adam, 1975, Puf.

Il y a bien sûr une réaction tout à fait humaine et intemporelle de refus des mauvaises nouvelles, qui s'est étayée sur le pétard mouillé qu'avait été la sur-réaction française à la grippe A-H1N1 en 2009. Comment ne pas penser au pacifisme sécrété par la Der des Ders de 14-18, qui a conduit aux accords de Munich puis à l'« étrange défaite » de 1940 ? Nos sociétés ressemblent à des canards sans têtes zigzaguant au jugé.

Mais, plus profondément, ce déni relève du même affect de refus de réalité mobilisé activement face à toutes ces autres crises que nous traversons : déni face au déferlement islamiste depuis des décennies¹ ; déni face aux transformations inquiétantes de la délinquance ou de l'immigration² ; déni face aux effets dévastateurs de la dépendance technologique sur les esprits, les corps, le savoir, la culture et les générations³ ; et, bien sûr, déni obsessionnel vis-à-vis des ravages écologiques, en grande partie irrémédiables, qui mettent l'espèce humaine en sursis⁴. Enfin, déni au carré, en quelque sorte, d'une civilisation qui se délite, se délabre, se démembre mais appelle cela « changement », « mutation », « transition » (« déconstruction » pour les instruits – les plus atteints) à *quoi il faudrait s'adapter*. Cette posture, spectaculaire pour l'observateur, s'explique évidemment par la fascination qu'exerce l'Occident, vécu dans les couches très profondes de l'esprit comme point d'aboutissement de l'humanité, le terminus de nos errances millénaires, cette fin d'une histoire où rien ne pourrait plus arriver qui soit véritablement source d'inquiétude – tout ce qui advient n'y serait plus que péripéties passagères, retards dommageables, inévitables contretemps, détails gênants, perception subjective, projection mentale⁵. Cette croyance, éventuellement négative chez ses contestataires, en la toute-puissance de l'Occident est d'ordre religieux, et nous précipite dans l'abîme. L'enjeu de la période qui s'ouvre est évidemment une sortie effective de ce déni généralisé qui ne verse pas dans la panique à la découverte de l'ampleur des mécanismes d'effondrement à l'œuvre qui, partout, se signalent plus ou moins bruyamment.

Passer l'épreuve

Nos sociétés, qui se voudraient festives et chatoyantes, vont-elles tenir face aux crises ouvertes qui viennent seulement de débiter ? Comment les pseudo-individus qui les composent, à fois dépressifs et maniaques, conformistes et

1 Voir « Islamisme : concevoir l'impensable », dans la brochure *Islamismes*, *op.cit.*

2 Voir notre brochure n° 25 *La fin de l'immigration. Réalités troublantes et mensonges déconcertants*, mars 2020.

3 Voir « Voie sans issue », C. Castoriadis, *Le monde morcelé. Les carrefours du labyrinthe III*, Seuil 1990, p. 87-124.

4 Voir « Décroissance et démocratie directe », *op. cit.*

5 Voir « La fin de l'histoire ? » dans l'ouvrage *De la fin de l'histoire*, (colloque de Montpellier), Jean-Luc Boilleau (dir.), éditions du Félin, Paris, 1992.

narcissiques, balançant perpétuellement entre la jouissance et l'angoisse, le sauve-qui-peut et la martyrologie, perdus dans le solipsisme comme dans le troupeau, travaillant autant à l'insignifiance de tout ce qui les entoure qu'aux jugements définitifs quant à ce qu'il serait permis de penser – comment vont-ils survivre aux bouleversements qui s'annoncent¹ ?

Les réactions aux coups de semonce récents y répondent : par la fameuse « résilience », c'est-à-dire la capacité à ne rien changer quoi qu'il advienne, à patienter pour reprendre, une fois le choc passé, la même place à proximité de l'orchestre qui continue de jouer imperturbablement. C'est ainsi que tous les discours intraitables et martiaux ont été entendus après la crise financière et économique de 2008, ou les attentats islamistes de janvier 2015 – puis la *normalité passionnée* a repris le dessus, pendant que reprenaient les spéculations effrénées d'un côté et de l'autre les innombrables égorgements, voitures-béliers, tirs de rafales et autres coups de couteaux, sous la surveillance discrète d'un État garant de nos jouissances.

La majorité des confinés n'attendent finalement que cela : reprendre une vie « normale », la seule qui vaille d'être vécue semble-t-il, agrémentée des bons dirigeants qui sauront, enfin, prémunir les enfants sages de toute irruption du tragique dans nos existences si paisibles. C'est évidemment compter sans la crise économique qui succédera immédiatement au confinement, et à ses multiples implications et prolongements. Reste donc à connaître l'ampleur et l'interconnexion des crises déclenchées par la pandémie, qui pourraient très bien nous obliger à quitter nos nihilismes molletonnés et forcer le peuple à redevenir auteur de sa propre histoire, comme l'avait esquissé le mouvement des Gilets jaunes de 2018 avant sa récupération gauchiste².

Pour une mutation anthropologique

Tel est donc le défi de la période qui s'ouvre : s'affronter à la crise anthropologique de nos sociétés pour que les individus trouvent la force de renouer avec la lucidité, la maturité et la responsabilité sans lesquelles la liberté n'est que caprices.

Impossible de prédire, évidemment, les conséquences de la réclusion inédite de la totalité des populations européennes privées des deux mamelles existentielles qu'elles tétaient depuis près d'un siècle : le salariat a-sensé d'un côté comme *occupation* et la consommation ostentatoire de l'autre comme *distrac-tion*. Reste le niveau de vie, que l'État s'est empressé de garantir *présentement*, et le divertissement à domicile, qui devrait trouver là une accélération et, peut-

1 Cf. « Essai de psychologie contemporaine » dans *La démocratie contre elle-même* de M. Gauchet, Gallimard, 2002.

2 Voir « Les gilets jaunes face à l'empire », décembre 2019.

être, une saturation. Quoi qu'il en soit, les psychismes vont être brutalement confrontés à tout ce qu'ils ont été éduqués à fuir ; la contrainte, l'immobilisme, la solitude, l'ennui, le silence, le manque, l'angoisse, la maladie... et la mort. C'est le vieux fond imaginaire de chaque peuple qui va faire surface, ou ce qu'il en reste : devront ressurgir les vestiges de bon sens, de responsabilité individuelle et collective, de capacité à affronter l'adversité et à tisser des relations impliquantes. Les déterminations, autant sociales ou culturelles que psychologiques, vont jouer un rôle primordial dans la manière d'endurer ces mois de confinement, peut-être de pénuries, qui pourront être tout autant l'occasion d'un recul salutaire pris sur la pente débilatante de nos sociétés que d'une décompensation violente, symptôme d'une *panique anthropologique*.

Parallèlement, et de manière précisément *compensatrice*, l'atomisation due au confinement va accélérer comme jamais la « siliconisation » des relations et la « virtualisation » de toute la vie sociale (l'Éducation Nationale y trouve une aubaine inespérée pour démultiplier les 'outils' de dés-éducation et de désinstruction) : au fond, notre état d'urgence sanitaire correspond parfaitement au monde promis par les technologies actuelles, qui ne font qu'accompagner le repli sur l'entre-soi, aujourd'hui *branché*, qui a tant apaisé l'Occident depuis l'après-guerre qu'il l'a rendu apathique. C'est donc, évidemment, l'heure de gloire du télétravail, et aussi, progressivement, de la géolocalisation, du contrôle permanent – largement consenti et même secrètement désiré – et de l'auto-servitude, bref de l'approfondissement de l'asservissement et de l'aliénation, la Chine montrant décidément l'exemple sur la manière de gérer des populations humaines comme du bétail *pucé*.

Ces deux tendances lourdes et irréconciliables – volonté de refaire société ou accélération de l'emprise technocratique avec son abêtissement massif – vont être portées à leur paroxysme.

Retour de l'intérêt collectif ?

Dans l'immédiat nous assistons tous à un retour salvateur d'une notion oubliée : l'intérêt collectif. Que cette réapparition se fasse sur une base biologique, rappelant à chacun qu'il participe, en tant qu'animal, à une collectivité, qu'il n'est strictement rien sans elle (il n'existerait tout simplement pas), et non lors des multiples offensives oligarchiques lancées depuis quarante ans, de la crise économique de 2008 ou de la vague d'attentats de 2015-2017, en dit long sur le degré d'enfouissement – ou le refoulement – dont elle est l'objet. L'égalité radicale qu'impose le virus à l'échelle des organismes a son équivalent social : les multiples petites mains (personnel de ménage, agents de caisse, livreurs, etc.) se retrouvent soudainement considérées... L'interdépendance profonde qu'induit, par définition stricte, une société, redevient visible... tout comme le cynisme ou

l'impéritie de leurs employeurs, managers et autres chefaillons. Les hiérarchies en sont bousculées et les hôpitaux symbolisent ce retour à la tâche en elle-même, où chacun sait ce qu'il fait, ce qu'il veut, loin des organigrammes et des dossiers administratifs d'une bureaucratie aujourd'hui marginalisée¹. Les similarités avec les situations de guerre sont patentes, et les effets sociaux à moyen terme pourraient en être comparables.

C'est là que la solidarité anonyme qui se déploie un peu partout salutairement est doublement mise à mal : d'abord par les mécanismes capitalistes bien connus – mais les éternels commentaires de l'extrême gauche qui imputent toutes les fautes à son Dieu *Baal* font semblant d'ignorer qu'un effondrement logistique serait tout sauf salvateur –, ensuite par les secteurs de la société qui se vivent littéralement hors de tout contrat avec la collectivité qu'ils parasitent et pillent sans vergogne : ce sont bien entendu les classes urbaines aisées (dont les « bobos »), les quartiers et banlieues en sécession (dont les « racailles ») et tous ceux qui s'identifient à ces catégories. La sécession des premiers est d'ordre social, elle témoigne du retour déjà ancien des vieux réflexes des dominants, celle des seconds est idéologique, culturelle et anthropologique, marquant l'entrée, déjà diagnostiquée, dans un monde pré-moderne. La suite dira si la crise sanitaire aura été le début de leur réintégration dans un univers commun ou les prodromes d'affrontements à venir.

Conjugué à la tension suscitée par le confinement et ses conséquences en cascade, un des effets de cette prise en tenaille sur les populations pourrait être de diriger leur exaspération vers l'État et ses représentants, au prétexte de leurs incompétences. Non pas qu'il faudrait légitimer leur monopole de l'intérêt commun, ni épargner les oligarques, ni surtout s'interdire la perspective d'une souveraineté populaire affranchie des appareils, mais prendre le retour des pandémies pour une malversation de quelques puissants expose à de bien mauvaises surprises et, surtout, au chant envoûtant des démagogues gauchisants promettant la venue prochaine d'un avenir radieux. Il faudrait se souvenir que maints effondrements de sociétés historiques ont été accompagnés par des révoltes sociales aveugles sans autres perspectives que l'espoir d'un chaos salvateur. La coalition progressive ces dernières années des milieux proto-totalitaires que le regain actuel de pouvoir étatique fait saliver – gauchistes, islamistes, LGBT-*tutti quanti*... – et leur rapprochement des nouveaux mouvements écologistes millénaristes pourrait jouer là un rôle déclencheur de troubles à l'issue redoutable, qu'il va falloir envisager².

1 Voir « La pluralité anonyme : héroïsme et démocratie » de N. Poirier, *Monde Commun*, revue en ligne du Circem, n° 2, Université d'Ottawa, automne 2009.

2 Voir « Climat : la longue marche ? », *op. cit.*

L'épidémie de Covid-19 révèle donc toutes les crises tapies au fond de l'imaginaire social contemporain – crise sociale, crise politique, crise culturelle, crise anthropologique. Elle peut les exacerber, déclenchant des conflagrations en série, mais elle est aussi, entre nos mains, l'occasion historique de les affronter sans détour, à leur échelle ou, à tout le moins, de cesser d'en détourner le regard. Ce moment-carrefour pourrait être celui d'une bifurcation dans la trajectoire civilisationnelle qui nous mène droit au retour à des formes archaïques de pouvoir, dont l'inertie pèse lourd sur la situation. Le conflit va s'exacerber entre les forces anomiques, porteuses de chaos et auxquelles répondent naturellement les appels au Père pour une autorité indiscutable, et le réveil des peuples dont les modalités sont toujours à trouver. C'est en cela qu'il s'agit bien d'une crise, moment décisif mais qui ne peut que durer, où l'optimisme comme le pessimisme sont hors sujet : les « populismes » qui couraient déjà sont le signe de ce sursaut vital des populations refusant de disparaître¹. Ces courants surprenants, hétérogènes et confus – comme celui des Gilets jaunes en France² – montrent que l'auto-détermination individuelle et collective n'a pas disparu mais reste bien entendu sujette à toutes les récupérations, détournements, et il ne peut en être autrement en l'absence de projet politique alternatif qui ne soit déjà grevé de tendances apocalyptiques. Ce qui est à la fois rare et requis, c'est un discours de lucidité et de responsabilité, qui ne serve ni l'ordre établi ni les désordres en cours mais nous place devant les choix douloureux qu'il nous est rigoureusement impossible d'esquiver.

3 – Les mesures oligarchiques

La deuxième strate d'analyse est bien entendu celle qui concerne les milieux oligarchiques, dont l'État. Ils constituent un agrégat d'intérêts communs regroupant les sommets des pyramides médiatiques, économiques, politiques, policières, judiciaires, diplomatiques, dans une moindre mesure scientifiques et militaires, soit un ensemble hétérogène traversé de fractures. Il ne s'agit donc plus d'une « classe dominante » depuis la disparition des classes subalternes porteuses d'un projet de société alternatif qui contraignait les « élites » à la fois à une certaine cohérence interne / externe et à un minimum de réciprocité vis-à-vis du peuple qu'elles dominaient.

Retour en force et discrédit croissant de l'État

La crise sanitaire engendrée par le Covid-19 a provoqué deux réactions contraires ; la réapparition d'États nationaux forts et, par ce mouvement même, leur immédiat discrédit.

¹ Cf. « Entrée en période troublée » dans la brochure *Le Mouvement grec*, septembre 2011.

² Voir nos brochures *Le mouvement des gilets jaunes*, *op. cit.*

Le surgissement de l'État comme acteur principal et même unique de la vie publique est évident et a été amplement commenté : mise au pas immédiate de la société, appels martiaux à l'unité nationale et à la responsabilité collective, mise sous tutelle de fait du secteur économique, rétablissement des frontières, héroïsation du service public, réveil de l'État-providence, engagement à reconstituer des filières vitales sur le territoire, etc. – et aussi évaporation des instances supranationales (UE, ONU, etc). L'État et son personnel reprennent une consistance inespérée et trouvent providentiellement une issue à la crise de régime qui s'aggravait depuis des années. Cette volte-face est tellement spectaculaire qu'il est inutile de s'y attarder.

Mais ces mesures sont bien évidemment à contre-pente de tout ce qui a été encensé, seriné, martelé et imposé depuis au moins quarante ans par tout oligarque visant l'ascension dans n'importe quel appareil : restrictions budgétaires couplées à une expansion des couches techno-bureaucratiques, évaporation des moindres limites comportementales ou géographiques, dissolution de toute identité collective ou histoire commune, éloge de l'arrivisme, de l'irresponsabilité et de la mobilité à tout prix, etc. Là encore, de tels démentis cinglants avaient déjà résonné lors des crises précédentes. Mais cela atteint aujourd'hui le cœur du réacteur social qui permet encore à nos sociétés de fonctionner : le *confort individuel ostentatoire* – ce qui est socialement reconnu tel. C'est dire si l'épisode ne sera pas oublié. Le discrédit de l'État est accru encore par ses extrêmes réticences et son retard hallucinant à mettre en œuvre le *requisit minima* de santé publique (réapparition des frontières nationales, annulation des élections municipales, application et respect du confinement, etc.), ses innombrables et permanentes incohérences et, enfin, les scandales parasanitaires à répétition qui ne cessent de scander l'actualité, majoritairement basés sur l'oubli des recommandations internationales depuis la fausse alerte de la grippe A-H1N1 de 2009. Bien peu de gens, d'ailleurs, répondent aujourd'hui de leurs attitudes d'alors, et pour cause : cet épisode a été l'occasion historique d'entériner la posture de *déni* des risques pandémiques, affect fondateur de notre sombre époque (cf. *supra*).

Cette situation paradoxale de l'État grève profondément son autorité et en fragilise le pouvoir, rendant hautement instable la période qui s'ouvre. Et ce d'autant plus que les forces anomiques n'annoncent pas renoncer à leurs entreprises débilantes de sabotage généralisé mais bien plutôt vouloir profiter de l'aubaine (oppositions opportunistes, démagogues gauchistes, islamo-maniaques, mafias indigénistes, etc).

L'oligarchie médiatico-politique et son peuple

La défiance croissante dont les sphères médiatiques et politiques sont l'objet va donc au-devant d'un moment de vérité. La relation passionnée au pouvoir, tissée d'une fascination / répulsion névrotique, s'exprime aujourd'hui autant par l'obéissance fière et servile que par la désobéissance de distinction ou de ressentiment. La profondeur des crises en cours et l'implication charnelle croissante qu'elles exigeront de chacun et chacune pourraient avoir les effets révolutionnaires que les épreuves collectives du passé ont engendré en leurs temps. Mais encore faudrait-il que soit retrouvé ce fil, si ténu, qui nous relie à ces époques révolues où l'horizon d'une société auto-organisée aimantait les esprits, et que les Gilets jaunes ont cherché à retrouver, à tâtons¹.

C'est ainsi qu'il faut comprendre la semi-occultation des crises en cours, notamment du basculement économique, qui s'annonce sans précédent. Les manipulations incessantes de l'opinion reposant sur la crainte d'une « panique », elles s'inscrivent dans le prolongement de la censure bien-pensante des phénomènes inquiétants : pollutions multiples, déculturations généralisées, délabrement psychique, mais surtout montée de l'islamisme, des immigrations² et de la délinquance, qui minent le principe même de monde commun propre à une collectivité. La matrice de référence reste le mur construit par le gauchisme culturel à partir de la peur délirante d'un « racisme » censément ontologique des populations occidentales – qui alimente en réaction un complotisme infantile non moins irréel. Les événements actuels pourraient sonner le début de la fin de cette rupture anthropologique entre une société et son pouvoir... ou sa consécration.

Car au fond, la situation des milieux dirigeants est encore bien pire, et sa conscience doit commencer à se faire jour dans certains de leurs secteurs les moins déconnectés des réalités : la paix sociale ne tient encore que par la promesse d'accroissement des niveaux de vie, alors que toutes les crises qui convergent (économique, énergétique, migratoire, etc.) minent le modèle de société occidental et annoncent des temps bien moins cléments. L'oligarchie va donc devoir annoncer que les promesses qui la légitiment ne seront pas tenues, rappelant la situation des dirigeants de l'URSS dans les années 1980.

Les oligarchies occidentales et, dans une moindre mesure, celles du monde entier, semblent en face d'un choix civilisationnel radical, comme beaucoup le pressentent plus ou moins confusément. Il ne sera certainement pas tranché de façon claire, ni unanime, ni immédiate, ni irréversible. Mais en formuler les

1 Cf. « Les gilets jaunes face à l'empire », *op. cit.*

2 Cf. « Les lieux communs de l'immigration », dans la brochure *La fin de l'immigration*, *op. cit.*

termes, dont personne ne paraît mesurer la portée, permettrait peut-être de poser quelques jalons permettant d'examiner la situation en continu.

Renaissance de la modernité

La première grande direction civilisationnelle possible consisterait en une renaissance de la modernité¹. C'est l'orientation de la plupart des mesures gouvernementales prises ces dernières semaines, sans doute dictées par des portions de l'État profond ou ce qu'il en reste. On pourrait succinctement les décrire comme un rétablissement de la nation en tant qu'entité géopolitique ; la reconnaissance *effective* des peuples comme source de souveraineté fondant le régime politique ; la relocalisation et la redistribution en guise de principes économiques. Ce cadre, éminemment plébiscité par la majorité des populations, y compris immigrées, était l'enjeu fondamental du mouvement des Gilets jaunes.

Les obstacles dans cette direction sont immenses. Tentons d'en dégager trois grandes catégories :

La première serait d'ordre géopolitique, et sera examinée dans la dernière partie de ce texte : le retour à un monde d'États-nations pose d'innombrables questions concernant les régions géographiques qui en ont été l'incarnation historique, mais aussi celles qui n'ont jamais constitué d'entités politiques stables et unifiées à cette échelle (continent africain) ou celles qui n'ont jamais fondamentalement renoncé à leurs grandeurs impériales passées (monde musulman, chinois, russe, etc.).

La deuxième est d'ordre anthropologique : les populations, notamment et surtout occidentales, sont-elles prêtes à renouer avec les exigences de la modernité ? Cela signifierait le retour des secteurs professionnels primaires et secondaires, la sobriété énergétique et consumériste, la résurgence de l'identité et de l'intérêt collectif, l'attachement profond à la démocratie comme délibération et auto-limitation, etc. – en un mot : la renaissance conjointe de la capacité d'auto-transformation explicite et du sens du tragique. Cette rupture d'avec la démesure actuelle ne pourrait évidemment se faire que contre son avant-garde oligarchique, et au nom d'une émancipation individuelle et collective aujourd'hui reléguée dans le vivarium d'un cabinet de curiosités.

La troisième consisterait à reprendre les questions internes au monde moderne, que le délitement déjà ancien du paysage intellectuel rend d'autant plus épineuses, à savoir les difficultés de l'exercice continu du pouvoir collectif, qui nécessiterait de rompre ce cycle infernal si typique qui voit alterner apathie populaire et explosions révolutionnaires, renforçant sans cesse la mythologie de l'appareil d'État comme *machine à gouverner*. Il y aurait aussi, cause et consé-

1 Cf. « Qu'est-ce que l'Occident ? », février 2019.

quence de ce qui précède, l'investissement quasi religieux du *déferlement technologique* (pour reprendre les termes de Michel Tibon-Cornillot, victime de l'épidémie¹) et, lié sans s'y réduire, l'incommensurable problème écologique, sans doute le plus profond que l'Occident ait jamais affronté. Interrogations pratiques éminemment philosophiques, qui convoquent aussi bien le psychisme le plus intime de chacun que les rapports de forces intercontinentaux.

Cette renaissance de la modernité, sans illusions sur les duplicités oligarchiques², est bien entendu la seule voie praticable qui permettrait d'enrayer l'enchaînement des crises contemporaines, et les quelques mesures en ce sens illustrent la manière dont les problèmes peuvent, par ricochet, être traités : les millions de « petites gens » qui font tourner les secteurs vitaux du pays sont l'objet d'une large reconnaissance et d'un sentiment de solidarité qui semblait disparu ; la fermeture des frontières de l'espace Schengen contre la pandémie a immédiatement désamorcé la bombe migratoire que la Turquie impérialiste lançait contre la Grèce ; l'interruption des grands mouvements migratoires permet d'interroger les modèles de développement³ ; la mise à jour des politiques sanitaires de chaque région expose chacune d'elles à la critique argumentée de leurs citoyens, etc. Ces cercles vertueux qui s'esquissent s'opposent, point par point, au grand basculement historique vers lequel nous nous dirigeons.

Dérive vers l'empire

La seconde grande direction civilisationnelle qui s'ouvre n'est en définitive que la poursuite des multiples transformations de nos sociétés depuis, au moins, un demi-siècle. Évolution encouragée par les secteurs oligarchiques les plus nihilistes ou les plus cyniques, qui ne peut qu'évoquer, pour l'observateur attentif, la forme prise par les empires historiques.

On lira ailleurs⁴ une description plus détaillée des grands principes de cette entité historique prétendant à l'universel qui a dominé le monde jusqu'à l'irruption d'un Occident polycentrique, démocratique et innovant. Bornons-nous ici à pointer, trop sommairement, ce qui dans la situation présente travaille à la résurgence des grands traits impériaux.

Il y a d'abord la place de l'État, redevenu aujourd'hui central, doté de moyens de surveillance, de contrôle et de répression encore inconnus dans l'aire occidentale. La marginalisation de fait et l'absence de possibilités d'action des

1 Voir « Décès de Michel Tibon-Cornillot, un des principaux inspirateurs du courant anti-industriel en France » sur le site Décroissance-Île-de-France.

2 Cf. « Doit-on et peut-on défendre les oligarchies libérales ? », C. Castoriadis, dans *Guerre et théorie de la guerre. Écrits politiques 1945-1997, VI*, Éditions du Sandre, 2016, p. 485-501.

3 Cf. « Immigration, écologie et décroissance », brochure n° 26 bis.

4 Voir « L'horizon impérial », dans la brochure éponyme, *op. cit.*

contre-pouvoirs habituels rendent frappante la similitude avec les États impériaux surplombants, de même que la mise sous tutelle d'une vie économique dont l'indépendance définissait jusqu'il y a peu le capitalisme lui-même – trait singulier mais rarement évoqué –, capitalisme dont les ressorts historiques *ne sont pas impériaux*. Pour extraordinaire qu'elle soit, cette situation n'est pas fondamentalement en rupture avec les tendances lourdes de ces dernières décennies : le (néo-)« libéralisme » n'est qu'un slogan qui masque une réalité bien plus pragmatique¹.

Il y a ensuite le morcellement social et territorial, rendu spectaculaire par les mesures de confinement. Ces dissidences de fait sont plus ou moins tolérées par les autorités, qui raisonnent depuis longtemps en termes de *statuts différenciés*, qu'ils relèvent des classes sociales ou des origines ethno-religieuses. Le multiculturalisme inhérent à l'empire, qui par définition gère différents peuples, ne peut que déboucher sur une inégalité verticale mais aussi horizontale, dissolvant la notion même de *peuple*. La prise en tenaille de la majorité des populations, menacée par la coercition étatique et la brutalité de la voyoucratie, est indiscutablement une des évolutions contemporaines les plus terrifiantes et les moins familières en zone occidentale. Les réactions de refus de cette *tiers-mondialisation* minent l'autorité des pouvoirs publics, qui pourraient ne pas trouver d'autres solutions que de les réprimer, bouclant ainsi un cercle vicieux déjà largement dénoncé.

Il y a, enfin, la menace de guerre. La rumeur médiatique permanente a commenté sans fin l'allocution du dauphin de l'oligarchie, déclarant la France « en guerre » contre le SARS-Cov-2, sans comprendre que cela fait bien longtemps que la guerre a été successivement déclarée contre le chômage, la drogue, la délinquance, le terrorisme, le travail des enfants, l'illettrisme, le cancer et les *fake news*. Il ne s'agit pas d'« éléments de langage » insignifiants : un empire est effectivement en *guerre perpétuelle* contre ses ennemis. Les affrontements sont à sa périphérie, son *limes*, mais aussi avec ses *marges intérieures*, jamais définitivement vaincues et sans cesse renaissantes, qu'il suscite au besoin, dans un chantage renouvelé à la sécurité, la paix et l'unité, permettant toutes les purges et censures, ainsi que l'établissement d'une économie et surtout d'une *psychologie de guerre*.

Dernier élément, qui oblige à évoquer un point dérangeant : celui de l'importance donnée à la vie humaine en temps de pandémie. Tout un chacun ne peut que se réjouir que les sociétés mondiales se mobilisent comme jamais pour éviter le décès de dizaines, peut-être de centaines de milliers de personnes, voire

1 Voir « Les conditions de validité du keynésianisme », bulletin de Guy Fargette « Le Crépuscule du XX^e siècle » n° 25, décembre 2012.

des millions si aucune mesure n'avait été prise – les 30 000 Français morts dans l'indifférence générale lors de la grippe de Hong Kong de 1968-69 nous font mesurer le chemin parcouru. Des esprits revêches rappellent discrètement que si le Covid-19 devait provoquer en France 60 000 morts dans l'année, ce ne serait que l'équivalent des décès annuels entraînés par l'obésité, les deux tiers de ceux liés au cancer, le quadruple de ceux issus des suicides, sans même parler des millions de victimes mondiales d'accidents ou de maladies imputables au travail, ou bien de la tuberculose ou de la malaria, ou encore, incalculables et sans doute sous-estimées, des morts dues aux pollutions diverses. Comptabilité macabre, comparaison hétéroclite, dont il ne convient sans doute pas d'exagérer la signification, mais qui permet tout de même d'interroger ce prix soudain si élevé accordé à la vie humaine. Cet attachement viscéral à un monde que l'on voudrait sans souffrance, sans mal, sans tragédie, est celui des populations urbaines mondialisées actuelles, celles du centre protégé des empires, ayant renoncé à toute violence et attachées au seul niveau de vie, sous la coupe indiscutée de l'État. Comment ne pas voir que cet irénisme anthropologique est le nôtre ?

État autoritaire et policier subsumant toutes les sphères sociales ; inégalité foncière liée à la fragmentation en communautés ethno-religieuses et échelles sociales ; guerres permanentes contre un ennemi extérieur / intérieur permettant un gouvernement par la terreur ; apathie des villes impériales n'exigeant que la tranquillité de l'esprit et des corps. Toutes ces dynamiques, si actuelles, participent à la pente spontanée prise par nos sociétés depuis des décennies, et la crise sanitaire pourrait les accélérer de manière surprenante. Comme nous l'écrivions : « *Les voies que prendront ces mutations sont impossibles à prévoir, d'autant qu'elles s'entrecroisent avec une multitude de facteurs obéissant eux-mêmes à d'autres dynamiques, notamment géopolitiques (devenir des pays producteurs d'hydrocarbures ou exportateurs de denrées alimentaires, désordres et guerres probables), sociales (réactions des populations en cas de chute brutale ou progressive de leur niveau de vie) ou sanitaires (apparition d'infections de type pandémie), etc.* »¹.

Possibilité d'une écocratie

Il faut mentionner ici une des formes que pourrait prendre la réalisation prochaine de ces poussées impériales. Ce qui est vécu aujourd'hui pourrait parfaitement constituer la première étape vers ce que redoutent nombre d'écologistes depuis longtemps : la mise en place de ce qu'ils appelaient un « écofascisme », que l'on préférera rebaptiser totalitarisme écologique ou *écocratie*, régime

¹ Cf. « L'horizon impérial », *op. cit.* p. 53.

autoritaire débarrassé de toutes les « pesanteurs démocratiques » et garanti par une élite spécialisée d'experts scientifiques chargés de la gestion du métabolisme des sociétés ravagées par les pollutions, les pénuries, l'austérité et les bouleversements bio-écologiques provoqués par les générations précédentes. Que cette mise en place se fasse à l'occasion d'une épidémie bien plus que d'une catastrophe climatique ou écologique ne surprendra pas : le levier de la santé est à l'intersection parfaite de l'obsession de la vie privée et de l'état global de la biosphère. C'est dans ce contexte que les activistes écologistes récents, de type apocalyptique¹, pourraient jouer à terme un rôle déterminant, puisque des voix s'élèvent déjà pour faire entendre des « *ce que l'on fait pour le virus montre tout ce que l'on pourrait faire pour le climat...* » et les liens entre la pandémie et les multiples ravages écologiques ne sont plus à démontrer. Le terrain aura été préparé par l'avachissement d'une « écologie politique » qui n'a jamais réellement su travailler son oxymore alliant science et démocratie², et s'est rabattue à la place sur des héritages gauchistes calamiteux³.

Pour quiconque serait, en toute conscience, tenté de s'y résoudre, rappelons qu'un tel régime d'*ingénierie totale* serait incapable de tenir ses promesses sur le long terme : la recherche scientifique qui en serait le fondement se nourrit essentiellement d'une liberté de pensée et d'une imagination qui, si elles tendent déjà à désertir un Occident sclérosé, n'en demeurent pas moins l'abomination de tout régime autoritaire. L'exemple pathétique des quasi-empires stalinien et maoïste le démontre, tout autant que le destin des multiples « lanceurs d'alerte » chinois au tout début de l'épidémie de Covid-19, réhabilités sous les pressions internationales. En bref : n'en déplaise aux partisans de « solutions » écologiques clés en main, une écocratie est à la science véritable ce que l'empire est à la paix mondiale.

Cette perspective cauchemardesque ne pourrait être contrebalancée que par une reprise et un approfondissement sans précédent du versant émancipateur de la modernité. Il s'agirait principalement de l'apparition d'une volonté collective de participer à une démocratie directe qui ne soit pas le cache-sexe du maintien de la société de consommation⁴ mais bien la décision d'affronter lucidement et courageusement toutes les crises en cours, y compris et surtout dans leurs dimensions géopolitiques, et ce hors de toutes grottes idéologiques⁵.

1 Voir « Climat : la longue marche ? », *op. cit.*

2 Cf. « Écologie et démocratie directe », *op. cit.*

3 Cf. « Questions à la décroissance », *op. cit.*

4 Cf. « La démocratie directe et ses lieux communs », retranscription de l'émission de Radio Libertaire (89.4 FM) du 31 août 2017.

5 Cf. « Effondrement et permanence de l'idéologie », dans le brochure éponyme, *op. cit.*

4 – La réorganisation économique et géopolitique

La troisième et dernière strate d'analyse englobe la situation économique mondiale et géopolitique. Naturellement, elle dépend fortement des précédentes, c'est-à-dire non seulement des diverses réactions oligarchiques, et de l'échelle de leurs éventuelles coordinations, mais surtout de l'attitude des populations face aux bouleversements en cours, qui restent, qu'elles le sachent ou non, le facteur absolument décisif. Et il y a, avant tout, la situation épidémiologique : la mise au point d'un vaccin efficace réglerait une bonne partie de la pandémie virale, tandis qu'à l'opposé une mutation aggravante du SARS-CoV-2 maintiendrait la planète sous une pression inédite – l'avenir se situant sans doute entre les deux, avec une pathologie globalement sous contrôle mais des résurgences régionales.

Les éléments qui suivent sont donc soumis à des réserves plus grandes encore que celles habituellement requises dans ces domaines, et ne constituent que le rappel de quelques grands déséquilibres à observer attentivement puisqu'ils pourraient trouver prochainement leur point de bascule.

La crise économique

Les sorties de confinement sont bien entendu dictées par les impératifs économiques, et les vagues ultérieures d'épidémies seront traitées de manière à entraver le moins possible la machine productive, « à la coréenne » ou « à l'allemande » (on devrait alors entendre les grandes âmes critiques du confinement se muer en pourfendeuses du salariat « à risques »). L'expérience passée des mesures draconiennes prises un peu partout servira certainement de repoussoir pour discipliner les populations afin de ne pas infléchir les courbes de croissance lors des futures crises importantes de ce type, pandémiques ou autres. La grande inconnue étant, ici encore, l'attitude et les visées des premiers concernés¹.

Le surendettement croissant des États est mécaniquement la contrepartie de cette mise en suspens et vient s'ajouter à la dette dite publique contractée antérieurement selon les mécanismes bien connus de socialisation des pertes et de privatisation des profits. Car depuis une cinquantaine d'années les leviers étatiques de redistribution ont été confisqués par le secteur privé² : c'est ce que l'on appelle communément le « néo-libéralisme » afin d'habiller ce qui n'est qu'un pillage entretenu et une destruction minutieuse de tous les verrous régulateurs, la « gauche » et la « droite » s'y retrouvant pour donner au « système » une cohé-

1 Voir le tract de 2009 : « Crise économique et transformation sociale »

2 Voir « La crise économique comme régime durable », bulletin de G. Fargette, « Le crépuscule du XX^e siècle », n° 21, novembre 2009, ainsi que « Le tropisme des crises économiques depuis 40 ans », *id.* n° 27-28, avril 2014.

rence apparente, occulter le délitement en cours et feindre d'y jouer un rôle¹. Ces « dettes » ne seront évidemment jamais remboursées, et l'ensemble des oligarchies financières et économiques ne chercheront qu'à reproduire la conduite qui a prévalu depuis l'après-guerre à chaque secousse boursière : accélérer le démantèlement de tous les mécanismes keynésiens² en profitant du choc providentiel créé par la pandémie, cette fois au risque d'une inflation incontrôlée qui pourrait renvoyer chaque pays, y compris européens en cas d'implosion de l'euro, à ses fonds propres en devises.

En réaction, les opposants ne font et ne feront valoir qu'un « retour » à un « New Deal » ou un « Plan Marshall », sans comprendre que ces épisodes historiques ne furent rendus possibles que par la récente mise à disposition d'une énergie carbonée apparemment inépuisable, le pétrole³. La thématique récurrente du « revenu d'existence » incarne la pointe avancée de cette obsession para-religieuse du mythe de l'abondance illimitée⁴.

Disponibilité de l'énergie pétrolière

Cette corrélation entre source d'énergie disponible et expansion économique devient de moins en moins taboue à mesure de l'attrition pétrolière. La baisse brutale du prix du baril actuel, due évidemment au ralentissement mondial des activités industrielles, pourrait jouer un rôle illusoire catastrophique : les pics des puits conventionnels sont passés depuis longtemps et l'énergie disponible par habitant baisse continuellement à l'échelle mondiale depuis un demi-siècle. Dénis massifs, là encore. Alors que c'est la totalité des activités humaines dans les pays industriels qui sont sous perfusion pétrolière – agro-alimentaire en premier lieu – et que la « transition énergétique », en l'absence d'innovation technologique majeure, ne peut être en réalité qu'une allocation différenciée, c'est-à-dire une baisse de la consommation pour le plus grand nombre. C'est là le mécanisme déterminant qui accélérerait la mise en place de régimes autoritaires écocratiques se légitimant d'une pénurie⁵. Évaluer l'horizon de celle-ci au seul calcul des stocks officiels ou officieux revient à faire l'impasse sur toutes les autres considérations, notamment géopolitiques, nombre de pays « producteurs » – en réalité rentiers – allant être soumis à des turbulences internes majeures, voire à des effondrements et/ou prédatons extérieures.

1 Cf. « La politique contaminée par la gestion », extrait du livre de Vincent de Gaulejac, *La société malade de la gestion, Idéologie gestionnaire, pouvoir managérial et harcèlement social*, Seuil, 2009.

2 Voir « Keynésianisme improbable », bulletin de G. Fargette « Le Crépuscule du XX^e siècle » n° 25, décembre 2012.

3 Cf. « Les conditions de validité du keynésianisme » ainsi que « L'impuissance du keynésianisme aujourd'hui », *id.*

4 Cf. « Sur les fondements idéologiques et les destinées politiques du revenu d'existence », *op. cit.*

5 Cf. « L'horizon impérial », *op. cit.*

C'est sans doute, à moyen terme, le charbon qui reprendra une place prépondérante dans l'alimentation énergétique mondiale, du fait des nombreux gisements géologiques accessibles. Avec réouverture aux échelles nationales et locales de toutes les mines et puits dont l'extraction n'était plus rentable.

Relocalisation à grande échelle ?

C'est à cela, aussi, que conduirait une réelle relocalisation des filières « essentielles » (lesquelles ?...) que tant d'ex-« globalisateurs » défendent aujourd'hui, à moins de viser une réduction drastique de la consommation¹, dont il est étrangement bien moins fait mention. Les écologistes les moins inconséquents qui la prônent restent à leur tour aveugles sur la vulnérabilité qui découlerait d'une telle décroissance de la puissance matérielle face aux ambitions géopolitiques de voisins qui n'attendent qu'une telle curée².

En réalité, un retour à un monde d'États-nations souverains serait un moindre mal mais pose une série de questions abyssales jamais abordées, comme celle du régime économique de l'Occident en l'absence d'une « immigration » massive. Beaucoup se ramènent, au fond, à la constatation que l'échelle de la nation n'est plus à la mesure du monde, et notamment de nos techniques de communication, de transports et de combats. C'est à cela que devait répondre l'Union européenne, sans jamais se prémunir de la tentation impériale qui hante tous les projets voulant dépasser l'internationalisme³. Si elle ne parvient pas à parfaire sa mue en empire supranational, *donc à tuer la singularité européenne*⁴, son éclatement probable amènera inévitablement la réappropriation de toutes les questions jusqu'ici rendues volontairement insolubles, et que les « populismes » peinaient à seulement formuler. Mais le risque est également gros que la réapparition éventuelle d'une Europe consciente de son projet civilisationnel⁵ ne se fasse pas au profit d'un projet fédéraliste mais plutôt dans un chaos général qui laisserait le champ libre aux influences extérieures des pays du Golfe ou de la Turquie, de la Russie, du Maghreb et surtout de la Chine (dans le giron de laquelle l'Italie semble s'être d'ores et déjà placée).

1 Voir « Notes éparées sur la logique de la consommation », dans la brochure *Idéologies contemporaines*, *op. cit.*

2 Cf. « Questions à la décroissance », *supra*.

3 Cf. « Une illusion constitutive de l'Union européenne », bulletin de Guy Fargette « Le Crépuscule du XX^e siècle » n° 29-30, octobre 2014 - mars 2015

4 Cf. « Qu'est-ce que l'Occident ? », *op. cit.*

5 Cf. « Quelle Europe ? Quelles menaces ? Quelle défense ? », C. Castoriadis, *Domaines de l'homme. Les carrefours du labyrinthe 2*, 1986, Seuil 1999, p. 105-111

Basculement des équilibres géopolitiques

Il y a évidemment, en toile de fond, le changement du centre de gravité du monde en faveur de l'Asie, qui polarise les antagonismes mondiaux. Il serait paradoxal que l'épisode du SARS-CoV-2, originaire de Wuhan, soit ce moment de bascule de l'hégémonie mondiale, mais cela ferait l'économie d'un affrontement militaire¹ comme l'avait été la première guerre mondiale, d'où émergera la domination américaine, ou plutôt comme la Peste noire, qui consacra l'hégémonie ottomane face au monde byzantin. La perspective impériale, alors, pourrait se précipiter. Mais les États-Unis sont évidemment loin d'abdiquer et gardent les moyens de leur position, tandis que le monolithisme chinois pourrait lui-même se fissurer. Comme pendant la guerre froide, les instances internationales pourraient devenir un enjeu croissant, disputé selon ces lignes (c'est déjà le cas de l'OMS).

Une tendance lourde mais diffuse va être la manière dont les « marges » traverseront ces crises – notamment l'Afrique avec son fardeau démographique² et le monde musulman, toujours grevé de son apocalyptisme mahométan³. L'accélération de leur déliquescence les ferait rapidement rentrer dans l'orbite d'un centre impérial qui les jetterait alors dans des entreprises de conquêtes qui, au vrai, ne se cachaient déjà plus : les manœuvres du proto-califat turc parlent d'elles-mêmes. Une réponse ferme, notamment des pays européens dans l'hypothèse d'un retour aux logiques nationales, pourrait les priver de certaines des rentes qui les aliènent (énergétiques, minières, diplomatiques, touristiques, immigrées, humanitaires...), les obligeant à développer des formes sociales historiques viables qui leur soient propres.

Les perspectives ne sont, dans l'immédiat, ni un monde d'États-nations, ni une planète unifiée par une unique entité, mais bien plus certainement de multiples oscillations consubstantielles à un *polycentrisme* peu stabilisé. Cette multipolarité reste, en définitive, la seule configuration historiquement créatrice, car elle permet d'articuler efficacement auto-détermination des peuples et émergence d'une conscience mondiale commune, deux caractéristiques de la modernité que la pandémie semble exiger. Mais c'est la volonté des populations, en dernière analyse, qui orientera le cours de l'histoire, peut-être plus que jamais, et, encore bien davantage, leurs désirs profonds.

Lieux Communs

18 mars — 16 avril 2020

1 Cf. « La quatrième guerre mondiale s'avance », *op. cit.*

2 Cf. « La ruée vers l'Europe », dans la brochure *La Fin de l'immigration*, *op. cit.*

3 Cf. « Islamisme, totalitarisme, impérialisme », dans la brochure *islamismes, ... op.cit*

« Une épidémie est ce moment où se révèlent les gens qui adhèrent ou non à l'intérêt collectif »

Retranscription de la première émission d'« Offensive Sonore » consacrée à la discussion du texte « Premières remarques sur la crise ouverte par la pandémie », enregistrée le soir du mercredi 1^{er} avril 2020 et mise en ligne le vendredi 10 sur Radio Libertaire (89.4)¹. Texte publié sur notre site les 20 et 21 avril 2020.

Les corrections importantes ont été placées entre crochets.

Cyrille : Vous êtes bien sur *Radio Libertaire*, on est avec Quentin de *Lieux Communs* et on va faire une émission un peu spéciale puisque on est tous confinés chez nous. On est le 1^{er} avril 2020 et le Covid-19 a confiné la moitié du monde chez soi et du coup on est en conférence téléphonique avec Daman à Paris – enfin on est tous parisiens, de toute façon – et Quentin de *Lieux Communs*. Quentin, on souhaitait faire cette émission parce que tu as sorti un texte qui s'appelle « *Premières remarques sur la crise ouverte par la pandémie* » [cf. *supra*]. Est-ce que tu peux brièvement en parler et après on reviendra sur le premier point qui est la question épidémiologique ?

Quentin : Plus qu'un texte c'est plutôt un chantier ouvert qui pose des questions, essentiellement, donc sur le mode de l'interrogation. Le principe est d'essayer d'organiser, en quelques points, une pensée, une perception de ce qui est en train de se passer ; essayer de comprendre à la fois le confinement, ce qui peut le motiver, les effets qu'il aura, les conséquences en termes économique, politique, social, géopolitique et éventuellement la suite des événements parce que là, on est en face d'une crise qui est sanitaire, mais on sait très bien qu'on va avoir aussi une crise qui sera économique puis très certainement politique... Il est possible qu'il y ait aussi des crises alimentaires qui s'ensuivent... Donc le principe c'est d'essayer de démêler tout ça, de le poser, avec pour interrogations à la base : est-ce qu'on est en train de vivre une crise passagère ? Ou bien est-ce qu'on va avoir des crises en cascades qui s'enchaîneront les unes derrière les autres ? Ou alors est-ce qu'on est en face d'une mutation de la société et dans quel sens irait cette mutation ? Et est-ce qu'en essayant de résoudre un problème on va en résoudre d'autres ? C'est le point de départ du texte. Alors, je l'ai découpé en quatre grandes parties – je ne suis pas sûr que ce soit très pertinent, mais bon... En premier, la question épidémiologique : le virus lui-même ; puis la question du social : la réaction des gens ; ensuite la question de

¹ La base de la discussion était le brouillon, envoyé le 25 mars, du texte en question dont seule la première partie était en ligne au moment de l'émission. Par ailleurs, pour éviter l'utilisation de *Skype* (*Microsoft*) ou de *Whatsapp* (*Facebook*), le logiciel libre *Jitsi Meet* a été utilisé, *Jami*, également logiciel libre, ayant, malgré notre préférence *a priori*, présenté sur le coup une moindre qualité sonore et un inconfort d'enregistrement.

l'oligarchie : les mesures que prend l'oligarchie ; et enfin les conséquences à plus long terme et à plus grande échelle géographique : les conséquences géopolitiques et économiques.

C : Est-ce que tu peux nous présenter brièvement la question épidémiologique, qui est peut-être la plus technique ?

Q : Oui, elle est plus technique, et difficile à aborder ; je ne suis ni médecin, ni épidémiologiste, ni virologue donc je ne sais pas. La question est : quel est le germe que l'on a en face de nous ? Est-ce que la maladie du Covid-19 est une maladie qui passera comme d'autres, ou est-ce une maladie qui aura des conséquences, des séquelles dans les organismes qui ont été atteints ? Et d'autre part : est-ce une maladie qui risque de revenir un peu comme la grippe, que l'on connaît, qui tue beaucoup de monde dans l'année et qui revient sous des formes un peu différentes ? Dans ce cas, ce sera une maladie endémique. Si elle revient est-ce qu'on aura des médicaments ? Est-ce qu'on aura des vaccins ? Ce n'est pas sûr – c'est possible, on l'espère tous et on est en bonne voie, mais c'est pas certain. Dernière chose, il est possible aussi que le virus mute, dans un sens ou dans un autre, et dans ce cas-là on reprend à peu près à zéro, en tout cas la pathologie va évoluer, donc ça va déterminer la suite... La réponse à toutes ces questions détermine la suite des événements : si c'est une maladie qui va revenir, on ne va pas en sortir de sitôt ; si c'est une maladie qui finit rapidement on sortira du confinement – je ne sais pas trop à quel moment – et ce sera autre chose. Il peut aussi y avoir une deuxième vague : on commence à en parler un petit peu. Par exemple, on a comparé la grippe actuelle à la grippe espagnole de 1918-1919 qui s'est déroulée en trois vagues et il est possible que la deuxième vague, comme en 1918-1919, soit plus mortelle que la première. Notamment un confinement mal achevé risque de faire resurgir une seconde vague.

Daman : Là je voyais qu'en Chine il y avait apparemment un retour dans certaines provinces du virus et qu'ils recommençaient le confinement...

Q : Je n'ai pas vu qu'il y avait un début de reconfinement mais... déjà tout ce qui vient de Chine est un petit peu sujet à caution... Là on est en train de rediscuter du nombre de morts qu'ils ont réellement eus, donc on ne sait pas trop ce qui s'y passe non plus. Mais ça c'est le grand danger et c'est tout l'enjeu de la fin du confinement : ne pas relancer l'épidémie. C'est un gros risque aussi.

C : Il y a beaucoup de faux espoirs, on pensait que la chaleur allait arrêter le virus, et on voit que ça se développe aussi dans les pays chauds. Donc il n'y a pour l'instant pas de raison que ça ne se développe pas dans le monde entier.

Q : Oui, notamment on voit qu'il se développe dans l'hémisphère sud où c'est l'été en ce moment, ils entrent dans l'automne. Effectivement, on ne le connaît pas ce vi-

rus et on va de surprise en surprise, donc on ne sait pas trop comment les choses vont évoluer : là on parle de confinement jusqu'à début mai – bon, tout le monde est en train de se dire qu'on passera le mois de mai en confinement... Il est possible que ça parte jusqu'à juin et qu'on n'en sorte qu'en juillet ou août, je ne sais pas du tout, comme il est possible qu'on en sorte d'ici 15 jours... Bon, ça m'étonnerait beaucoup...

En tout cas il y a énormément d'inconnues et c'est étonnant qu'en face d'autant d'inconnues il n'y ait pas eu une réaction de prévention, Il y a eu une confiance [aveugle], y compris du corps médical, alors qu'on avait l'exemple de la Chine sous les yeux. Tout le monde le dit : on l'a vu venir de loin, cette épidémie, et pourtant les réactions n'ont pas été à la hauteur. Je fais partie des gens qui étaient prudents, assez vite, et dès le mois de février on a été extrêmement prudents, voire on s'est mis en arrêt préventif parce qu'on parlait de principes assez simples : d'abord on ne connaît pas ce virus et moi un virus, un germe, un agent pathogène que je ne connais pas, je m'en méfie *a priori* ; deuxièmement, on ne guérit pas cette maladie, on peut la soigner mais on ne peut pas la guérir ; et troisièmement la question des mutations qui est toujours ouverte : un virus est un être vivant – en tout cas c'est un cycle d'un être vivant – donc il peut évoluer, il peut changer à tout moment d'autant plus qu'il est en contact avec des populations différentes, sous des climats différents, etc

[Pause musicale]

C : Les pays qui s'en sortent le mieux ce sont les pays limitrophes à la Chine, soit ceux qui ont déjà eu le traumatisme des précédentes maladies, ça tu l'as un peu évoqué dans le texte. C'est-à-dire qu'à part Ebola, le SRAS, etc. on est peut-être tombés de haut parce que ça fait longtemps qu'on n'a pas eu de telles épidémies et cela paraît incroyable en fait. Les pays comme la Corée du Sud ont tout de suite, dès qu'ils ont entendu des rumeurs, pris des dispositions, et pour deux raisons : c'est qu'ils ont déjà eu l'expérience et qu'ils ne croient pas du tout en ce que dit la Chine.

Q : Oui, ils ont l'expérience. Et nous, nous avons une expérience *inverse*. Eux ont l'expérience du SRAS et nous nous avons l'expérience du H1N1, la grippe A de 2009. On en parle très peu dans les médias, j'en suis assez étonné. En 2009, il y a eu une alerte d'un virus du type H1N1 qui se propageait, qui était également nouveau, que l'on connaissait très mal, et l'OMS avait lancé une alerte. En France il y a eu une réaction – on était sous Sarkozy, c'était Roselyne Bachelot – le gouvernement avait lancé une grande campagne de prévention et de vaccination puisqu'il y avait un vaccin qui avait été prévu. Ils ont sorti un vaccin et l'alerte avait été donnée : durant des mois les médias, le gouvernement, ont bataillé pour tirer la sonnette d'alarme à

propos de cette grippe A-H1N1. En fait, au bout de quelques mois il s'est avéré que c'était un germe assez peu dangereux, qui se répandait mal, ça avait fait « Flop » : il y a eu, je ne sais pas, quelques centaines de morts dans le monde, je crois [20 000 dans le monde, 1 200 en France quand même...]. C'est à partir de là, je crois, à partir de 2009, qu'il y a eu une dégradation dans la prévention des pandémies en France. Notamment la question des masques vient de là, ils étaient prêts il y a 10 ou 15 ans, la France était prête à affronter une pandémie. Donc, on a l'expérience nous, inverse de celle des Coréens, c'est-à-dire...

D : ... d'une fausse alerte...

Q : ... c'est ça, une fausse alerte d'une pandémie qui était en fait un pétard mouillé. Et là, [pour le Covid-19], donc on n'y a pas cru du tout : il y a eu un déni assez généralisé et les médias ont beaucoup oscillé : si vous refaites l'historique depuis janvier, cela a commencé par un ton assez alarmiste, puis les médecins ont défilé sur les plateaux pour dire que ce n'était rien, et puis début février, hop : une alarme médiatique qui se met en place, puis re-campagne pour rassurer les péquins moyens... et puis ça s'est emballé en quinze jours. Donc effectivement des expériences de pays à pays qui sont différentes et des pays qui en eux-mêmes sont aussi différents : la culture des Coréens n'est pas la nôtre, la question de la discipline n'est pas la même, du rapport à la maladie, du rapport à l'autre... On voit très couramment dans le métro des Asiatiques portant des masques depuis des années, on les croisait assez régulièrement. Nous on le prenait assez mal : il y avait quelque chose d'assez étrange et en fait ils ont vraiment une culture de la protection anti-contamination.

C : Il faut aussi dire que l'emballlement médiatique est tellement contradictoire dans ses demandes : il y a ces images d'Élise Lucet – qui est un peu la journaliste qui vient attaquer les oligarques, les méchantes grandes sociétés – en disant : « *Vous vous rendez compte Mme Bachelot ? Vous avez acheté un milliard de masques !* » Et maintenant on a les mêmes médias qui reprochent le manque, la pénurie de masques... En fait on a des injonctions contradictoires, avec tout le temps une suspicion du pouvoir. À l'époque de Bachelot c'était le fait d'en avoir fait trop pour ses intérêts et là, à l'inverse, on a une suspicion envers Macron – on ne veut pas dire qu'il est exemplaire dans sa gestion de crise, on n'en sait rien – mais il y a quand même des injonctions complètement contradictoires au fil du temps, on le voit. On a même vu un délégué CGT qui critiquait le gouvernement parce qu'il en faisait trop et une semaine après parce qu'il n'en faisait pas assez...

Q : Oui, absolument, il y a un jeu qui est quand même très français ou très européen, même si c'est présent partout, mais en France c'est quand même très vivant : le pouvoir a tort en permanence, à part dans les quelques semaines ou mois qui

suivent une élection présidentielle. Il y a une sorte de ressentiment qui s'exprime en permanence et qui se nourrit de choses tout à fait vraies – ce n'est pas moi qui vais défendre les oligarques – mais qui est aussi une part assez extraordinaire d'hypocrisie, d'aveuglement et d'infantilisme.

D : C'est sûr que les élections municipales un jour avant d'annoncer le confinement, c'était un peu étrange.

Q : Nous sommes d'accord, c'était complètement absurde.

C : C'était aussi parce que l'opposition politique, dont Mélenchon et compagnie, criait au coup d'État. Donc il y a aussi une responsabilité de l'ensemble des politiques dans cette histoire-là. C'est toujours celui qui prend la décision qui est responsable, mais il y a un contexte dans tout ça...

D : Oui, complètement.

Q : Il y a une posture en France où le pouvoir a tort en permanence : quoi qu'il fasse, il a tort. Il y a une hypocrisie énorme.

Mais, au fond, derrière tout ça et de manière plus intéressante à mon avis, il y a aussi un état d'esprit en Occident où on a le sentiment très profond de vivre dans une société qui est protégée de tout : protégée du tragique, de la maladie, de la mort, de la violence... qui est protégée de tout. Et on a beaucoup de mal à comprendre qu'il y ait des maux qui arrivent, de ce type-là, et face auxquels on oppose un déni. Le déni de la pandémie, *modulo* tout ce que j'ai dit avant à propos du bilan du H1N1, le déni auquel on a assisté à propos de la pandémie m'évoque énormément le déni que l'on rencontre à propos de l'islamisme. C'est-à-dire qu'en face de quelque chose qui est étrange, qui est nouveau, qui perturbe un confort, la première des réactions est de dire : « *Non, ça n'existe pas, ça ne peut pas exister, il faut le rabattre sur des choses que l'on connaît déjà* ». Nous avons l'impression de vivre dans une histoire qui est terminée, dans un monde qui est achevé, où il ne peut plus rien se passer d'important, ni surtout de grave, et lorsque ça arrive on le refuse absolument.

Je pense qu'on vit vraiment dans une société, dans une civilisation marquée par le *déni* : on a beaucoup de mal à comprendre que la civilisation est en train de se déliter de manière générale, de multiples manières, et que des choses nous arrivent qui sont difficilement concevables dans le cadre de la modernité. L'islamisme est inconcevable dans le cadre de la modernité, c'est pour ça que les gauchistes ont énormément de mal à le comprendre. Une pandémie, c'est un peu la même chose : la modernité est censée – surtout avec le symbole de la puissance de la technoscience, qui nous protège de tout, qui nous permet tout, l'omnipotence, l'ubiquité, etc. – on est censé être protégé de tout et surtout des épidémies qui nous évoquent la peste, le choléra, le Moyen Âge... Le problème est que l'Occident est en train de muter, de

passer dans un autre monde dans lequel il y aura des pandémies.

C : Mais le déni sur des phénomènes comme des actes terroristes, c'est plus facile à nier dans le sens où on peut toujours dire : « Bon, ça fait moins que des accidents de voitures », etc. Mais là tous ceux qui étaient dans le déni – je pense aux États-Unis où il y avait beaucoup d'artistes qui disaient que c'était faux, etc. – avec une espèce de complotisme, [tout cela] s'est cassé assez vite, puisqu'il y avait un nombre de morts assez conséquent. Donc le déni est quasiment impossible.

Q : Là, effectivement, d'abord parce que « la chose » est un raz-de-marée, c'est un tsunami épidémiologique qu'on vit, c'est une vague qui s'étend dans le monde entier et qui tue réellement, c'est extrêmement concret, on n'est pas du tout dans l'ordre des représentations ou de l'interprétation. Une maladie, il y a un socle qui est scientifique et les conséquences sont visibles, elles sont tangibles. En ce qui concerne l'islamisme on peut tordre les faits dans tous les sens, interpréter à l'infini et repousser la réalité, c'est le principe. Mais là on est en train d'assister à une crise qui peut difficilement être niée. Et les autres crises qui sont en suspens, ou qui courent déjà, on pourra aussi difficilement les nier : les crises économiques, on est presque habitués maintenant, mais aussi les crises écologiques. Le plus gros déni qui existe c'est le déni des dévastations écologiques et ça, on va en voir les effets extrêmement concrètement, aussi. Donc il y a une épreuve de la réalité. On est en train d'entrer dans une période où on va avoir des épreuves de réalité assez régulièrement, et assez douloureuses : plus on repousse la réalité plus elle revient de manière cruelle.

C : C'est sous-jacent à l'idée de morcellement de la société où tout le monde n'a pas forcément les mêmes intérêts : on pense au confinement qui n'est pas forcément respecté partout. Pas mal de gens ont écrit sur les violences policières ; on pourrait se dire que c'est étrange de se focaliser là-dessus dans la situation dans laquelle on est – c'est vrai qu'il y a des choses graves, on n'est pas dans la négation de cela, il y a des flics qui frappent violemment, il y a des images où on les voit... Mais on est face à une pandémie où des gens ne respectent pas le confinement : on peut se demander si le problème n'est pas là, plutôt que de se focaliser sur les violences policières. Il y a toujours cette gauche-là qui va chercher du deux poids deux mesures. Je ne sais pas s'ils sont dans le déni ou pas ; ils sont très focalisés sur le nombre [de lits] d'hôpitaux et c'est vrai qu'il y a eu une destruction volontaire de l'hôpital public depuis des années. Mais ce n'est pas sûr qu'avec l'ampleur de l'épidémie actuelle on aurait pu limiter la casse. Peut-être, mais c'est pas sûr, qu'on s'en soit sorti aussi facilement. C'est quand même une catastrophe avant tout sanitaire.

Q : Oui, bien sûr. Il y a cette hypocrisie dont on parlait tout à l'heure qui consiste à faire porter la responsabilité entière de la situation au gouvernement. Mais ça c'est purement démagogique ; on fait croire, en creux, que nous, une fois au pouvoir nous ferions mieux que ça, avec nous il n'y aurait pas eu d'épidémie, avec nous il n'y aurait pas eu de problème de confinement en banlieue, avec nous... etc. C'est un déni de la réalité. La fonction de la gauche aujourd'hui est de dénier la réalité et de détourner en permanence le regard pour le braquer sur l'État alors que là il n'y a pas uniquement l'État en jeu, il y a aussi les populations ; c'est vraiment une question de responsabilité individuelle et collective et on a vu des cas flagrants de violation de l'intérêt collectif. Lorsqu'on a vu les bobos qui se baladaient à Paris le vendredi qui précédait le confinement, on est vraiment dans l'irresponsabilité. Et en banlieue : ce qui s'est passé durant ces quinze jours-là, c'est-à-dire un refus de confinement. Jusqu'au moment où les gens, les jeunes, ou certains jeunes de banlieue comprenaient que l'épidémie allait les toucher eux aussi, leurs parents, leurs grands-parents, leurs voisins, etc. Eux aussi font partie de ce refus de l'intérêt collectif. Là aussi, la sanction de la réalité est implacable, c'est-à-dire qu'un virus, on ne peut pas l'embrouiller : s'il y a des endroits où il n'y a pas de confinement en France, ça va être des réservoirs à virus, le confinement va se prolonger, il aura un effet atténué et on risque d'avoir une deuxième vague en sortant. Voilà, c'est très concret.

Ça c'est aussi une différence avec d'autres pays. Je ne suis pas spécialiste de la Corée, mais je pense que la Corée est une société qui est beaucoup moins fractionnée que la nôtre, il y a des classes sociales évidemment mais ce n'est pas une société multiculturelle – en tout cas ce n'est pas du tout cette direction qu'est en train de prendre la France et les pays d'Europe en général. Un confinement, ou des mesures nationales de confinement ou de santé publique de manière générale qui visent un intérêt collectif qui est assez facile à comprendre, dans un pays multiculturel, est extrêmement difficile voire impossible... On est loin d'en être sortis, ce n'est même que le début des problèmes. Je ne sais pas comment le confinement va se dérouler d'ici quelques semaines mais à mon avis on n'a pas fini. Il y a beaucoup d'interrogations sur les effets sociaux du confinement.

C : Là on est encore dans le déni... Il y a aussi dans les questions sociales le retour de l'intérêt collectif : j'ai remarqué qu'il y a un écueil. C'est l'écueil récurrent de la gauche, des libertaires, etc. : c'est croire que chaque événement est une opportunité révolutionnaire. C'est vrai qu'il y aura forcément une remise en question [de la gestion] des hôpitaux, du système de santé, de la solidarité qui pourrait arriver – si on se pose les bonnes questions et si on essaye de résoudre le problème, c'est pas du tout sûr que ça se fasse – et là il y a un espoir de retour à l'intérêt collectif. Après ça peut être aussi un retour des souve-

rainetés régionales, nationales, etc. Un retour aussi aux circuits courts, revenir un peu sur la globalisation... Je ne sais pas si c'est ce que tu entends par retour à l'intérêt collectif ?

Q : Tu as entièrement raison, mais pour moi c'était beaucoup plus restreint... L'idée était qu'on est en train d'assister au retour de cette notion-là, qui jusqu'ici était abandonnée : l'idée d'un intérêt en commun qui rassemble les gens, de manière générale. Une épidémie est évidemment ce moment où se révèlent les gens qui adhèrent ou non à cet intérêt collectif, qui est quasiment indiscutable, ce n'est même pas une question d'échelle de la commune, de la région, du pays ou du continent ou de quoi que ce soit. C'est l'intérêt de la biologie : ça égalise un peu toutes les conditions. Et on voit des gens qui échappent à ça : des classes sociales et des territoires qui échappent à cet intérêt collectif.

Pour enchaîner sur ce que tu dis, effectivement on est en face d'un événement qui est historique, qui est traumatisant, qui est difficile à vivre – pour beaucoup de gens en tous les cas – et duquel on ne va pas sortir indemnes. Beaucoup de choses vont être remises en question et elles le sont déjà.

En contrepartie, il y a aussi une envie de revenir à la normale. Ça c'est quelque chose qui a trait avec ce que je disais précédemment à propos de l'adhésion à l'Occident comme fin de l'histoire : il y a l'envie de recommencer la vie comme avant. On l'a déjà vu par exemple après les attentats de *Charlie Hebdo* et de l'*Hyper-cacher* : on a entendu plein de discours à propos de l'islamisme, du communautarisme, des banlieues, de la pauvreté, de la liberté d'expression, « Plus jamais ça ! », etc. Et on a eu derrière deux ans d'attentats. On a eu des discours martiaux, mais rien n'a changé dans la réalité. Alors on est en quelque sorte habitués aux grandes déclarations après les coups de semonce de la réalité et puis derrière un immobilisme et une volonté de retour à la normale.

Alors ceci étant dit, là on est quand même dans une situation où beaucoup de choses ne vont pas être pareilles, nécessairement : la France qui arrive aujourd'hui en pénurie de médicaments, à mon avis c'est une chose que les gens ne vont pas accepter, donc il va être mis en question la possibilité d'une relocalisation de la filière pharmaceutique, au moins. Et si on relocalise cette filière-là, on peut se demander : et tout le reste ? Qu'est-ce qu'il en est d'un monde globalisé où il n'y a plus de frontières alors qu'on se rend compte que les frontières permettent aussi d'arrêter le virus. Qu'est-ce qu'il en est d'un monde absolument dérégulé où l'État n'a plus qu'un rôle de police mais n'est plus du tout un État gestionnaire ou avec une vision [stratégique] ? On vit aussi le grand retour de l'État. Pour le meilleur : c'est-à-dire qu'il va incarner l'intérêt collectif – alors pour nous ce n'est pas dans l'État qu'il doit être placé, mais on vit dans une société où l'intérêt collectif est placé dans l'appareil de

l'État. Mais pour le pire aussi : c'est-à-dire qu'on risque d'assister au retour de l'autoritarisme ou en tout cas d'une volonté de contrôle de la part de l'État. Il y a aussi ça, c'est très étrange de marcher dans une rue vide avec des flics qui contrôlent en permanence qui est dehors et qui ne l'est pas. Il y a une ambiance assez inquiétante.

[Pause musicale]

C : Tu dis à un moment dans le texte que les clivages entre bourgeoisie et quartiers vont s'accroître, pourquoi en fait penses-tu que ce confinement ou plutôt ce virus de manière générale va changer les choses ?

Q : Ce n'est pas tellement que les clivages vont s'accroître mais c'est plutôt que les dissidences ou plutôt les séparatismes deviennent de plus en plus évidents. C'est une crise qui agit un peu comme un prisme qui accentue les tendances présentes. Tout le monde a vu les bobos flâner et partir le week-end suivant dans les résidences secondaires en province, donc très probablement il y a maintenant le virus dans des zones qui étaient indemnes et qui avaient très peu de possibilités hospitalières. Là on voit vraiment qu'il y a une partie de la société française qui se considère à part, qui n'est pas prête du tout à participer à un effort collectif qui concerne tout le monde à égalité... enfin à égalité... Parce qu'en plus ce sont des gens qui ont les moyens : moi je suis confiné dans 35 m², on est deux, on ne peut pas dire que ce soit le luxe... Alors que là ce sont assez souvent des gens qui vivent dans des conditions bien meilleures que ça... Donc c'est impardonnable et je pense que ça va laisser des traces dans la société française. Les banlieues, même chose : elles démontrent encore une fois que la notion d'intérêt commun général avec un pays, au sens le plus large du terme, n'est pas acquise. Au moment où les gens sont confinés – ou se sont auto-confinés, je pense que 80 % de la population admet et respecte le confinement autant que possible – durant 15 jours, on a vu des banlieues où la vie avait l'air de s'écouler comme tous les jours sans distanciation sociale, aucune précaution. Alors, on peut là encore trouver beaucoup d'excuses, beaucoup de prétextes, et il y a une part de réalité : il y a des raisons sociales, des raisons culturelles, anthropologiques, des raisons qui sont idéologiques aussi, vis-à-vis des flics, de l'État, vis-à-vis de la République, de la France, etc. Mais on a eu aussi des débuts d'émeutes, des réactions absolument immondes, vous avez dû voir aussi les trafics de masques, des infirmières qui se font racketter, qui se font attaquer leurs voitures, etc. Là ce sont des « délinquances » entre guillemets qui sont vraiment limite. Dans la France d'il y a cinquante ans je ne pense pas que ce genre de choses serait arrivé, du moins de manière aussi fréquente. Là on voit vraiment des choses assez asociales. Alors que c'est une crise qui est indiscutable en quelque sorte : on peut dire beaucoup de choses de l'État français, à propos du ministre de la santé, de tout ce que vous voulez... Mais il se trouve que le virus est là et que le meilleur moyen de le prévenir est de se confiner, en tout cas

d'être prudents. On a donc au moins deux catégories visibles de la société qui se considèrent à part de ce monde-là et je pense que ça va rester dans les esprits. Ça me semble assez clair, même si ce sont des choses qui sont déjà acquises : les Gilets jaunes savent ce que c'est qu'un bobo et ce qui se passe en banlieue mais là, au vu et au su de tous, c'est vraiment des tentations de partitions, sociales d'un côté et, on va dire, anthropo-culturelles de l'autre.

C : Ce que tu dis me fait penser à ce que disait Michéa à propos de la société décente, avec des choses qui sont indécentes, dans un sens comme dans un autre : que ce soit dans le sous-prolétariat comme dans la haute bourgeoisie en fait.

Q : Tout à fait, absolument.

C : Il y a aussi les effets du confinement en lui-même. Tu as écrit un long paragraphe qui s'appelle « *Effets du confinement* » où il y a pas mal de choses intéressantes sur tout ce qui ne va pas se passer pendant cette assignation à résidence de toute la population, qui se retrouve effectivement très consommatrice de nouvelles technologies – nous en sommes la preuve aussi... Peux-tu un peu résumer ce paragraphe-là ?

Q : En fait, il y avait un double regard. D'une part, le fait que dans un monde où on est amenés et même appelés à bouger en permanence, à interagir, à faire la fête, à sortir, à travailler, à consommer en permanence, etc. être assignés à résidence, comme tu dis, est une rupture absolue. Deux axes des existences sont coupés : le salariat d'un côté et la consommation ostentatoire de l'autre. D'où la question : qu'est-ce qui va se passer lorsque les gens n'auront ni le salariat d'un côté, ni la consommation de l'autre ? Et comment le type anthropologique, comment les gens d'aujourd'hui dans leurs façons de penser, leurs façons d'agir, comment vont-ils réagir à ça ? Qu'est-ce qui va se passer ? C'est une interrogation grande ouverte, je ne suis pas prophète, je ne sais pas du tout. Il peut se passer des choses très bien, des prises de conscience ou en tout cas des prises de recul sur la vie qu'on mène, sur la société... ce sont des choses qui sont possibles. Il peut aussi y avoir des passages à l'acte, des décompensations psychiatriques, des gens qui ne comprennent plus ce qui se passe du tout et qui se mettent à perdre les pédales. On commence aussi à en parler : à mon avis les services psychiatriques vont aussi avoir du boulot à faire parce qu'une semaine à ce régime-là, bon, deux semaines, trois semaines... à mon avis, au bout d'un mois, il va se passer des choses...

C : Les violences domestiques ont explosé aussi : plus 30 %.

Q : Oui, ça c'était prévisible. Les violences sexuelles à l'intérieur de la famille aussi ; il y a un confinement, et là pour le coup une promiscuité qui se crée, qui est dure

en elle-même – à n'importe quelle époque ce ne serait pas évident du tout. Mais dans notre époque, qui est particulièrement aliénée, les effets sont imprévisibles. Alors, la chose qui va compenser effectivement ce sont les nouvelles technologies : internet, les portables, *Whatsapp*, les *Skype*, etc. qui prennent une place démesurée et qui servent de dérivatifs. C'est aussi la société telle qu'elle s'esquissait depuis 30 ans, le coronavirus est un couronnement de la société du numérique, de la siliconisation de la société, de la numérisation des relations, etc. En quelque sorte il y a une adéquation qui est en train de se faire : les cours à distance pour les élèves, le télétravail et en même temps, évidemment, la surveillance de l'État, le fichage en permanence, etc.

C : Ce qui est intéressant quand on parle de ça, c'est le fossé des générations. Moi, j'ai à peu près 40 ans, et dix ans avant moi il y a toute cette vague de *No-Life*, de gens qui vivaient le confinement alors qu'il n'y avait pas besoin de l'être. C'est n'est pas rare de rencontrer des jeunes qui ont passé un an, six mois devant l'ordi chez eux sur des jeux en ligne, sur le *Worldcraft* ou des jeux comme ça. Quand je discute avec mes collègues de télétravail, c'est pour certains un retour aux bases de ce monde-là qu'ils avaient quitté. Je voyais des vidéos où les gens disaient *« mais qu'est-ce que vous faites vous qui ne faites pas du jeu ou des trucs comme ça, ce doit être ennuyeux pour vous alors que pour nous c'est notre vie »*... C'est un peu comme ça qu'ils le résumaient. C'est vrai que le télétravail, comme tu dis, ça va être un boom du télétravail, on va se rendre compte qu'on peut très bien tous télé-travailler et sur certains secteurs ça fonctionne. Après, beaucoup vont se rendre compte des effets négatifs du télétravail aussi, parce quand il y a un collègue qui télé-travaille ça va, quand il y en a dix ça devient plus compliqué. Et il y a une façon de contrôler ce qui doit être fait, ça réorganise vraiment le travail et ça coupe beaucoup de liens, quand ce n'est pas voulu, c'est vécu de manière très différente.

Tu parlais de l'Éducation Nationale aussi qui essaie de gagner des sous en développant le télétravail et effectivement on voit que ça privilégie certaines populations par rapport à d'autres : les élèves qui sont mauvais le deviennent encore plus à distance.

Il y a aussi toute cette question de traçage que tu n'as pas abordée et qu'on voit en Chine. Les médias ont abordé cette question aujourd'hui : on va être dans une société de contrôle grâce à – ou à cause de – ce confinement – ça dépend de quel côté on se situe – à toutes ces [technologies] qui nous rendent service et comme il y a eu un attrait incroyable pour *Facebook* et toutes ces choses-là, il va y avoir un attrait incroyable pour s'auto-ficher. Tout simplement parce que ça va nous permettre de voir où sont les magasins ouverts, où est-ce qu'on va

trouver une personne, comment ne pas attraper le virus, etc. Ça va être vital pour nous mais on va s'auto-fliquer de manière massive, je pense, pour sortir du confinement. C'est ce qui se profile.

Q : C'est évident que va se mettre, ou se met déjà, en place un État policier. La question est de savoir si c'est transitoire ou si on va vraiment rentrer dedans de manière plus pérenne. À mon avis la tendance, le réflexe pour un État est quand même d'accumuler des informations sur ses administrés, sur ses sujets. Il y a un fantasme de contrôle qui anime, par essence, un État.

Évidemment, c'est pour l'intérêt commun : là on voit bien que l'État monopolise l'intérêt collectif que suscite la pandémie et ce sera difficile d'en sortir. Il y a une vraie question de réappropriation du pouvoir qui va se poser et c'est d'autant plus difficile qu'une population est paniquée, a peur comme c'est le cas aujourd'hui. C'est le propre d'une épidémie, en tous les cas de l'épidémie telle qu'on la vit là : il y a un appel à l'autorité. En ce sens-là l'État est sollicité et tout à fait légitimé par les réactions sociales des gens. Se réapproprier une souveraineté demanderait énormément d'efforts et un changement anthropologique dans la tête de nos contemporains.

Il peut y avoir, à mon avis, en tout cas c'est ce qui s'annonce – je ne sais pas si ça va s'inscrire dans la réalité –, un retour de l'État-nation. Alors il y a deux choses à séparer : il y a l'État et il y a la Nation : la Nation au sens d'une communauté, et puis l'État qui la surplombe comme pouvoir tutélaire et policier, et il faudrait arriver à dissocier les deux. C'est très difficile et d'autant plus que, là, la question qui est au centre est une question médicale, donc une question scientifique, donc monopolisée par des experts. Toute la question va être la place des experts là-dedans. Je crains beaucoup que cette expérience de confinement et d'épidémie soit un précédent pour la mise en place d'un régime autoritaire qui prenne pour prétexte à son autoritarisme des dangers *réels* – un danger qui est sanitaire ou un danger qui est écologique. Les problèmes écologiques vont nous amener à vivre une austérité que ce soit dans deux ans, dans cinq ans, dans dix, dans trente ans... On ne fait que repousser l'échéance et cette austérité risque de se vivre sur le mode autoritaire. Là, je crains de vivre les prémices de ça, de voir la mise en place de ce type de régime-là où les experts auraient le premier et le dernier mot, [une mainmise] des scientifiques, que ce soit des glaciologues, des médecins, des épidémiologistes... La mise en place d'une *écocratie*, d'un totalitarisme écologique qui prendrait pour prétexte les véritables périls écologiques pour imposer une discipline aux populations. Et là-dessus évidemment les nouvelles technologies vont aider extraordinairement : on peut géolocaliser, on peut savoir énormément de choses sur les individus. On va au-devant de grands périls à la fois internes et externes à la société...

Dernières brochures disponibles



La fin de l'immigration *Réalités troublantes et mensonges déconcertants*

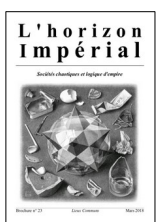
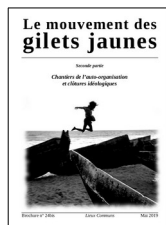
Entretien, Nouvelle, Billet, Synthèse, Argumentaire, Recension

Brochure n° 25 – mars 2020



Le mouvement des gilets jaunes *Surgissement populaire et démocratie directe*

Tract, Analyses, Exposé, Entretien, Courriers
Brochures n° 24 & 24 bis – Décembre 2018 – Mai 2019



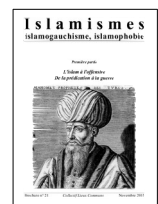
L'horizon impérial *Sociétés chaotiques et logique d'empire*

Conférence, Analyse
Brochure n° 23 – Mars 2018



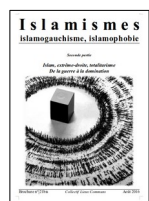
Idéologies contemporaines *Effondrement et permanence du politico-religieux*

Analyses, Entretien, Exposé, Notes
Brochure n° 22 – Juin 2017



Islamismes, islamogauchisme, islamophobie *L'islam à l'offensive*

Tract, Entretien, Recension, Exposés, Analyse
Brochures n° 21 & 21 bis – Nov. 2015 – Août 2016



(...)

Collectif *Lieux Communs*

Nous assistons dans notre quotidien, dans la rue, au travail, à un effondrement progressif de tout ce qui donne sens à notre vie. Face à cette *montée de l'insignifiance*, comme beaucoup nous ne pouvons vivre que par l'espoir qu'il est possible de changer le cours des choses.

Cette course dévastatrice est menée par une minorité régnante n'agissant que pour l'obsession de l'accumulation, de la domination et de la puissance. Les « démocraties représentatives » et les révoltes actuelles mènent à des impasses. Seul une *réveil des populations* et leur engagement pour un monde viable et décent pourra poser les réels problèmes qui les traversent. Vouloir la liberté aujourd'hui, c'est vouloir une rupture claire menée par l'ensemble de la population : une *auto-transformation de la société*.

Nous voulons une véritable démocratie, exercée par les peuples, où les gens décident eux-mêmes de la direction et du fonctionnement de leurs sociétés. Cela implique un individu capable de respecter, d'interroger, de critiquer et de créer aussi bien les règles communes que les siennes propres. Il ne s'agit pas de rêver à un paradis, mais de faire advenir une civilisation digne, libre et responsable. Nous voulons donc une société qui pose explicitement et lucidement ses propres limites, qui rompe ainsi clairement avec l'idéologie dominante. Il y a d'abord à se réapproprier de manière critique des attitudes propres aux régions dites « sous-développées » : solidarité, don, entraide, convivialité, hospitalité, honnêteté, qui sont l'essence d'une société digne.

Un certain nombre de mesures s'imposent pour vivre : la *prudence* dans le domaine technoscientifique, la *frugalité* dans la consommation, et la *sagesse* dans les affaires publiques. Il n'est ainsi possible d'entraver la soif de pouvoir qu'en organisant toutes les institutions autour d'*assemblées souveraines*, de mandats révocables et d'une rotation des tâches. Et l'on ne peut se débarrasser de la recherche illimitée de profit qu'en établissant ensemble une *égalité stricte des revenus*, et une *redéfinition collective des besoins*. Rien de tout cela n'est naturel, ni inéluctable, ni surtout impossible : de telles ruptures sont déjà survenues dans l'histoire.

Nous nous inscrivons dans ce projet d'autonomie issu des siècles de luttes collectives qui refusèrent un ordre imposé par une autorité extérieure inaccessible : Traditions, Dieux, Nature, Science, Marché ou Parti. Né dans la Grèce antique et réinventé en Occident, il fut incarné par la Renaissance, les Lumières, la Révolution française, le mouvement ouvrier, les conflits de décolonisation, puis les combats des femmes, des jeunes, des minorités et des écologistes. Ce projet d'égalité et de justice est aujourd'hui *moribond*, piétiné au profit de l'autre création historique de l'Occident, la *délirante rationalité instrumentale* étendue à tous les domaines de la vie.

L'objet de notre collectif est que ce projet (re)devienne un véritable projet de civilisation. Notre besoin est pressant d'une intelligence collective capable de réflexion théorique, de parole publique comme d'intervention pratique. Les forces capables de le porter sont encore dispersées et souvent s'ignorent elles-mêmes. Notre recherche d'autonomie individuelle et collective n'a de sens que dans une pratique concrète sans cesse recommencée, inscrite dans la vie ordinaire, une progression à tâtons.

Peut-être faut-il envisager la pandémie de Covid-19 comme la première crise écologique planétaire ? Les mesures exceptionnelles prises et les crises en cascade déclenchées préfigureraient alors le monde dans lequel nous entrons. C'est celui de l'écologie politique, qui renferme des moyens d'asservissement encore jamais vus comme la possibilité de retrouver les ressorts démocratiques de nos sociétés.

Il n'est pas difficile d'entrevoir ce que pourrait être un régime autoritaire se légitimant des risques entraînés par les risques naturels, les déséquilibres de la biosphère et l'épuisement de ses ressources. Un État soutenu par une élite scientifique régenterait, pour le « bien » de tous, une population infantilisée et paniquée, administrée et réprimée selon des statuts différenciés. Un tel totalitarisme écologique, redouté de longue date, mettrait certainement fin au consumérisme consternant de nos sociétés de masse, mais entérinerait la perpétuation du pillage mondial des richesses terrestres. Cette perspective cauchemardesque ne serait, au fond, que le prolongement des tendances lourdes de ces dernières décennies, qui ont vu les peuples s'en remettre à leurs oligarchies à mesure que les problèmes s'amoncelaient, et la naissance de nouveaux courants apocalyptiques.

Une écologie politique conséquente ne pourrait que renouer avec tous les grands problèmes politiques que la mondialisation de l'*american way of life* avait cru dissoudre dans le politiquement correct. Il nous faudrait passer outre les nouvelles orthodoxies idéologiques pour reprendre toutes les questions, abyssales, portées par la modernité. L'horizon de démocratie directe porte en lui le germe qui permettrait de redéfinir les rapports que chacun entretient avec la société, la technique, la science, la nature. Cet arrêt radical des basculements en cours ne sera pas mené par quelques philosophes et encore moins par des populations affolées de voir leur monde disparaître inéluctablement, mais bien par la réappropriation lucide, par le plus grand nombre, de la chose publique, la *res publica*, dans toutes ses dimensions.

Mais les peuples, coincés entre les « fins de mois » et les « fins du monde », taraudés par la jouissance et l'angoisse, peuvent-ils et surtout veulent-ils encore faire l'histoire comme ils l'ont faite pendant des siècles ?

Lieux Communs est une initiative politique indépendante qui vise à une auto-transformation radicale de la société.

Lieuxcommuns@gmx.fr – www.collectiflieuxcommuns.fr